

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2007/203250]

Sélection d'un médecin du travail contractuel (m/f) (niveau A), d'expression française, pour le Ministère de la Défense (CFG07811)

Condition d'admissibilité :

Diplômes requis au 19 novembre 2007 : vous êtes titulaire d'un diplôme de docteur en médecine délivré conformément au décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques au de docteur en médecine, chirurgie et accouchements, délivré anciennement et entériné conformément aux lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires et êtes porteur du titre de médecin-spécialiste en médecine du travail conformément aux dispositions légales en la matière.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de sélection que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR (ligne info 0800-505 55) ou via le site web du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 36.237,18 EUR, allocations réglementaires non comprises.

Posez votre candidature jusqu'au 19 novembre 2007.

Vous le faites par téléphone (exclusivement au numéro 070-66 66 30 - ayez le n° de registre national et le n° de réf. sous la main !), par fax (02-788 68 44) ou par lettre (SELOR, CFG07811, boulevard Bischoffsheim 15, 1000 Bruxelles).

Vous pouvez également poser votre candidature directement sur notre site web <http://www.selor.be>

Pour que votre inscription soit valable, vous devez indiquer vos nom, prénom, adresse complète, date de naissance, numéro de registre national et le numéro de référence (CFG07811) de la procédure de sélection. Faute de quoi, votre candidature ne sera pas prise en considération.

Votre candidature sera confirmée par lettre.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2007/203250]

Selectie van een Nederlandstalige contractuele arbeidsgeneesheer (m/v) (niveau A) voor het Ministerie van Defensie (CNG07811)

Toelaatbaarheidsvereiste :

Vereiste diploma's op 19 november 2007 : diploma van arts uitgereikt overeenkomstig het decreet van 12 juni 1991 betreffende de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap of van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, vroeger afgeleverd en bekrachtigd overeenkomstig de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens en houder zijn van de titel van arts-specialist in de arbeidsgeneeskunde overeenkomstig de wettelijke bepalingen.

De gedetailleerde functiebeschrijving en selectieprocedure vindt u in het selectiereglement, dat u kan verkrijgen bij de diensten van SELOR (via de infolijn 0800-505 54) of op de SELOR-website.

Jaarlijks brutobeginsalaris : 36.237,18 EUR, reglementaire toelagen niet inbegrepen.

Solliciteren kan tot 19 november 2007.

U reageert per telefoon (enkel op het nummer 070-66 66 20 - hou rijksregisternr. en referentienr. bij de hand !), fax (02-788 68 44) of brief (SELOR, CNG07811, Bischoffsheimlaan 15, 1000 Brussel).

U kan ook rechtstreeks solliciteren op onze website <http://www.selor.be>

Om geldig te solliciteren vermeldt u uw naam, voornaam, volledig adres, geboortedatum, rijksregisternummer en het referentienummer (CNG07811) van de selectieprocedure. Zo niet zal met uw sollicitatie geen rekening worden gehouden.

Uw sollicitatie zal per brief worden bevestigd.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2007/00894]

12 OCTOBRE 2007. — Circulaire ministérielle PLP 43 traitant des directives pour l'établissement du budget de police 2008 à l'usage des zones de police

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame la Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

Pour info :

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

Au Commissaire général de la Police fédérale,

Au Président de la Commission permanente de la Police locale,

A Madame et Messieurs les comptables spéciaux.

INTRODUCTION

La présente circulaire comporte des directives et informations de deux natures.

Les parties apparaissant en italique reprennent des directives qui tendent à s'inscrire dans la durée et ne sont donc pas propres à l'exercice budgétaire 2008.

Les parties n'apparaissant pas en italique reprennent les éléments propres à la confection du budget 2008 ou les modifications intervenues par rapport aux instructions précédemment communiquées et dont il convient de tenir compte dans la confection du budget 2008.

Les chiffres en couleur grise dans le tableau sous le point 2.1.2.1 sont des modifications par rapport à l'année passée.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2007/00894]

12 OKTOBER 2007. — Ministeriële omzendbrief PLP 43 betreffende de onderrichtingen voor het opstellen van de politiebegroting voor 2008 ten behoeve van de politiezones

Aan Mevrouw en de Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het Administratief Arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Ter informatie :

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Heer Commissaris-generaal van de federale politie,

Aan de Voorzitter van de Vaste Commissie van de Lokale Politie,

Aan de Dames en Heren Bijzondere Rekenplichtigen.

INLEIDING

Onderhavige omzendbrief heeft een tweedelig karakter.

De cursieve delen zijn richtlijnen op langere termijn en beperken zich dus niet tot het begrotingsjaar 2008.

De niet-cursieve delen hebben rechtstreeks betrekking op de begroting 2008 of op de wijzigingen met betrekking tot de instructies die eerder werden meegedeeld en waarmee rekening dient te worden gehouden met het opmaken van de begroting 2008.

De cijfers in grijze kleur binnen de tabel onder punt 2.1.2.1 zijn wijzigingen t.o.v. vorig jaar.

Les chiffres concrets relatifs aux dotations ne sont pour le moment pas encore disponibles et feront l'objet d'une publication ultérieure (arrêté royal ou circulaire), mais les présents commentaires et les paramètres techniques communiqués suffisent à faire une estimation réaliste et prudente du budget 2008.

Terminologie :

- LPI : la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;
- RGCP : l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant le règlement général de la comptabilité de la police locale;
- NLC : la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988;
- CONSEIL : conseil communal dans les zones monocommunes - conseil de police dans les zones pluricommunales;
- COLLEGE : collège des bourgmestre et échevins dans les zones monocommunes - collège de police dans les zones pluricommunales;
- EXERCICE N : l'année à laquelle le budget se rapporte;
- EXERCICE N-1 : l'année précédente.

1. DIRECTIVES D'ORDRE GENERAL

1.1. TUTELLE SPECIFIQUE ET TUTELLE D'APPROBATION

1.1.1. TUTELLE SPECIFIQUE SUR LE BUDGET, LES MODIFICATIONS BUDGETAIRES ET LA CONTRIBUTION FINANCIERE DES COMMUNES A LA ZONE PLURICOMMUNALE

Pour un aperçu concernant les procédures de tutelle et les délais concernés, il convient de se référer à ma circulaire PLP 12 du 8 octobre 2001. La tutelle spécifique sur le budget, les modifications budgétaires et la contribution financière des communes à la zone pluricommunale sont réglées dans les articles 71 à 76 de la LPI.

1.1.1.1. Tutelle d'approbation sur le budget et les modifications budgétaires

En vertu de l'article 66 de la LPI, l'approbation ne peut être refusée que pour violation des dispositions contenues dans cette loi ou prises en vertu de cette loi.

Le gouverneur agit en tant que commissaire du Gouvernement fédéral et il est la première instance compétente pour vérifier la conformité du budget aux normes promulguées par l'autorité fédérale.

En vertu de l'article 71 de la LPI, les décisions du conseil relatives au budget et aux modifications qui y sont apportées doivent être envoyées pour approbation au gouverneur dans les vingt jours.

En vertu de l'article 72 de la LPI, le gouverneur se prononce sur l'approbation dans un délai correspondant au délai qui a été déterminé pour la tutelle sur le budget des communes de la zone, à diminuer de cinq jours.

Dans le cas où le conseil refuserait d'inscrire au budget tout ou partie des recettes ou des dépenses obligatoires, le gouverneur inscrit d'office les montants exigés.

Dans le cas où le conseil prévoirait des recettes qui, aux termes de la loi, ne reviennent pas, en tout ou en partie, à la zone, le gouverneur procède, suivant le cas, à la radiation du montant ou à l'inscription d'office du montant correct.

S'il s'agit d'une zone pluricommunale, le gouverneur modifie, simultanément à l'inscription d'office ou à la radiation, le montant de la contribution financière de chacune des communes faisant partie de la zone pluricommunale concernée.

Le gouverneur transmet son arrêté à l'autorité communale ou à l'autorité de la zone pluricommunale, au plus tard le dernier jour du délai d'approbation précité. Passé ce délai, le gouverneur est censé avoir approuvé le budget de la police.

L'arrêté du gouverneur est porté à la connaissance du conseil communal ou du conseil de police, lors de la séance suivante.

Les articles 73 et 74 de la LPI règlent le recours auprès du Ministre de l'Intérieur contre l'arrêté de non-approbation ou contre la modification d'office d'une décision budgétaire par le gouverneur.

En vertu de l'article 73 de la LPI, le conseil peut exercer un recours auprès du Ministre de l'Intérieur contre l'arrêté du gouverneur portant non-approbation ou modification d'office du budget de police, dans un délai de quarante jours, à compter du lendemain de la notification par le gouverneur de son arrêté à l'autorité communale ou à l'autorité de la police locale.

En vertu de l'article 74 de la LPI, le Ministre de l'Intérieur statue sur le recours dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de sa réception. Il transmet sa décision, au plus tard le dernier jour de ce délai, au gouverneur et au conseil. Passé ce délai le recours est admis.

La décision du Ministre est portée à la connaissance du conseil, lors de la séance suivante.

En vertu de l'article 75, les modifications apportées au budget sont également soumises à la tutelle d'approbation, telle qu'elle est décrite ci-dessus.

De concrete cijfers m.b.t. de dotaties zijn op dit moment nog niet beschikbaar en zullen voorwerp uitmaken van een navolgende publicatie, maar de huidige toelichtingen en de meegedeelde technische parameters volstaan om met de nodige omzichtigheid de begroting 2008 realistisch te ramen.

Terminologie :

- WGP : wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;
- ARPC : koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het Algemeen Reglement op de boekhouding van de Lokale Politie;
- NGW : Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988;
- RAAD : gemeenteraad in de eengemeentezones - politieraad in de meergemeentezones;
- COLLEGE : college van burgemeester en schepenen in de eengemeentezones - politiecollege in de meergemeentezones;
- DIENSTJAAR N : het jaar waarop de begroting slaat;
- DIENSTJAAR N-1 : het jaar voorafgaand;

1. ONDERRICHTINGEN VAN ALGEMENE AARD

1.1. SPECIFIEK TOEZICHT EN GOEDKEURINGSTOEZICHT

1.1.1. SPECIFIEK TOEZICHT OP DE BEGROTING EN BEGROTINGSWIJZIGINGEN EN OP DE FINANCIËLE BIJDRAGE VAN DE GEMEENTEN TOT DE MEERGEMEENTEZONE

Voor een overzicht in verband met de toezichtprocedures en de desbetreffende termijnen verwijs ik naar mijn omzendbrief PLP 12 van 8 oktober 2001. Het specifiek toezicht op de begroting en begrotingswijzigingen en op de financiële bijdrage van de gemeenten tot de meergemeentezone wordt geregeld in de artikelen 71 tot en met 76 van de WGP.

1.1.1.1. Goedkeuringstoezicht op de begroting en de begrotingswijzigingen

Krachtens artikel 66 van de WGP kan de goedkeuring slechts worden geweigerd omwille van de schending van de bepalingen vervat in de WGP of genomen krachtens de WGP.

De gouverneur als commissaris van de federale regering is in eerste aanleg de bevoegde instantie om de begroting te toetsen aan de door de federale overheid uitgevaardigde normen.

Krachtens artikel 71 van de WGP dienen de besluiten van de raad betreffende de begroting en de begrotingswijzigingen binnen de twintig dagen voor goedkeuring naar de gouverneur te worden verstuurd.

Krachtens artikel 72 van de WGP spreekt de gouverneur zich uit over de goedkeuring binnen een termijn die wordt berekend door de termijn die is vastgesteld voor het toezicht op de begroting van de gemeenten van de zone te verminderen met vijf dagen.

Indien de raad ontvangsten of verplichte uitgaven, die krachtens de WGP dienen te worden voorzien, geheel of gedeeltelijk weigert op de begroting te brengen, schrijft de gouverneur de vereiste bedragen ambtshalve in.

Indien de raad ontvangsten voorziet die krachtens de wet geheel of gedeeltelijk niet aan de zone toekomen gaat de gouverneur naargelang het geval over tot de schrapping van het bedrag of tot de ambtshalve inschrijving van het juiste bedrag.

In het geval van een meergemeentezone wijzigt de gouverneur gelijktijdig met de ambtshalve inschrijving of schrapping het bedrag van de financiële bijdrage van elk der gemeenten die deel uitmaken van de betrokken meergemeentezone.

De gouverneur brengt zijn besluit ter kennis van de gemeente of de overheid van de meergemeentezone uiterlijk de laatste dag van de voormelde goedkeuringstermijn. Wanneer die termijn is verstreken, wordt de gouverneur geacht zijn goedkeuring aan de begroting te hebben verleend.

Het besluit van de gouverneur wordt aan de raad meegedeeld tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

De artikelen 73 en 74 van de WGP regelen het beroep bij de minister van Binnenlandse Zaken tegen de niet-goedkeuring of tegen de ambtshalve aanpassing van een begrotingsbeslissing door de gouverneur.

Krachtens artikel 73 van de WGP kan de raad bij de minister van Binnenlandse Zaken hoger beroep instellen tegen het besluit van de gouverneur houdende niet-goedkeuring of ambtshalve aanpassing van de politiebegroting binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het versturen door de gouverneur van zijn besluit naar de gemeenteverheid of de overheid van de lokale politie.

Krachtens artikel 74 van de WGP spreekt de minister van Binnenlandse Zaken zich uit over het ingesteld beroep binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het inkomen ervan. Hij verstuurt zijn besluit uiterlijk de laatste dag van deze termijn naar de gouverneur en naar de raad. Wanneer die termijn is verstreken, is het beroep ingewilligd.

Het besluit van de minister wordt aan de raad meegedeeld tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

Krachtens artikel 75 zijn de begrotingswijzigingen eveneens onderworpen aan het goedkeuringstoezicht zoals hierboven beschreven.

Le délai est défini par celui qui a été déterminé pour la tutelle sur les modifications de budget des communes de la zone, à diminuer de cinq jours.

Toute décision de l'autorité de tutelle concernant le budget et les modifications budgétaires est communiquée par le collège au conseil (articles 7 et 14 du RGCP).

1.1.2. Tutelle d'approbation dans les zones pluricommunales concernant les décisions du conseil communal portant vote de la contribution financière à la zone pluricommunale et des modifications y apportées

En vertu de l'article 40 de la LPI, le budget de la zone de police est à charge des différentes communes de la zone et de l'Etat fédéral. Lorsque la zone pluricommunale ne dispose pas de ressources suffisantes pour couvrir les dépenses résultant de l'accomplissement de sa mission, la différence est couverte par les communes qui en font partie.

Chaque conseil communal de la zone vote la dotation qui doit être attribuée au corps de police locale et qui est versée à la zone de police. La dotation est inscrite dans les dépenses de chaque budget communal. La subvention mentionnée dans la décision du conseil communal, la subvention inscrite dans les dépenses du budget communal et la subvention inscrite dans les recettes du budget de police doivent correspondre.

En vertu de l'article 71 de la LPI, les décisions du conseil communal relatives à la contribution à la zone de police et les décisions du conseil communal relatives aux modifications de la contribution, sont envoyées pour approbation au gouverneur.

En vertu de l'article 76 de la LPI, le gouverneur se prononce dans les vingt-cinq jours à compter du lendemain de la réception de cette décision.

En vertu de l'article 72 de la LPI, le gouverneur modifie, simultanément à l'inscription d'office ou à la radiation, dans le budget de police, le montant de la contribution au conseil de police de chacune des communes faisant partie de la zone pluricommunale concernée.

Le gouverneur transmet son arrêté à l'autorité communale, au plus tard le dernier jour du délai d'approbation précité. Passé ce délai, le gouverneur est censé avoir approuvé le budget de la police.

L'arrêté du gouverneur est porté à la connaissance du conseil communal, lors de la séance suivante.

Les articles 73 et 74 de la LPI règlent également le recours auprès du Ministre de l'Intérieur contre l'arrêté du gouverneur portant modification de la contribution ou contre son arrêté de non-approbation. En vertu de l'article 73 de la LPI, le conseil communal peut exercer un recours auprès du Ministre de l'Intérieur contre l'arrêté du gouverneur modifiant la contribution ou contre son arrêté de non-approbation, dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de la notification de l'arrêté à l'autorité communale.

En vertu de l'article 74 de la LPI, le Ministre de l'Intérieur statue sur le recours dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de sa réception. Il transmet sa décision au conseil communal, au plus tard le dernier jour de ce délai. Passé ce délai, le recours est admis. L'arrêté du Ministre est porté à la connaissance du conseil communal, lors de la séance suivante.

En vertu de l'article 75, les articles 72 à 74 s'appliquent également aux décisions du conseil communal modifiant la contribution communale à la zone de police.

Toutefois, le délai d'approbation, en cas de modification, est défini par le délai qui a été déterminé pour la tutelle sur les modifications de budget des communes de la zone, à diminuer de cinq jours, conformément à l'article 75, alinéa 2.

1.2. REALISATION DU BUDGET

1.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Normalement, dans la colonne "Compte 'exercice N-2' - Engagements", les chiffres du compte 'exercice N-2' arrêté par le conseil y sont mentionnés. Si, pour une raison ou une autre, le compte 'exercice N-2' n'a pas encore pu être arrêté, les crédits budgétaires dernièrement arrêtés par le conseil peuvent être mentionnés pour information.

Dans la colonne "Budget 'exercice N-1'", les crédits budgétaires sont mentionnés conformément au budget de police 'exercice N-1', en tenant compte, d'une part, de la dernière modification budgétaire de l'exercice N-1 approuvée à ce moment-là et, d'autre part, de la dernière ventilation des crédits au sein de chaque groupe économique.

Avant que le conseil ne délibère, le collège commente le contenu du rapport. Dans une zone pluricommunale, le budget est approuvé par le conseil de police. Il y a dérogation à la règle selon laquelle chaque membre du conseil de police dispose d'une voix (article 25 LPI) lors des votes sur l'établissement du budget, les modifications budgétaires et les comptes annuels (article 26 LPI). Tel que fixé dans l'article 24 de la LPI, dans ce cas précis, chaque groupe de représentants d'une commune de la zone de police dispose d'un nombre de voix équivalent à celui dont dispose au sein du collège de police le bourgmestre de la même commune. Lors du vote portant sur l'établissement du budget/des modifications budgétaires, le nombre de voix dont le bourgmestre dispose au sein du collège de police est réparti de manière égale entre le groupe de représentants d'une commune.

De termijn wordt berekend door de termijn die vastgesteld is voor het toezicht op de begrotingswijzigingen van de gemeenten van de zone, te verminderen met vijf dagen.

Alle door de toezichthoudende overheid getroffen beslissingen in verband met de begroting en de begrotingswijzigingen worden door het college aan de raad meegedeeld (artikelen 7 en 14 van het ARPC).

1.1.2. Goedkeuringstoezicht in meergemeentzone op de besluiten van de gemeenteraad houdende stemming van de financiële bijdrage tot de meergemeentzone en de erin aangebrachte wijzigingen

Krachtens artikel 40 van de WGP komt de begroting van een meergemeentzone ten laste van de verschillende gemeenten van de zone en de federale Staat. Wanneer de meergemeentzone niet over voldoende middelen beschikt om de uitgaven te dekken die voortkomen uit de vervulling van haar opdracht, wordt het verschil gedragen door de gemeenten die er deel van uitmaken.

Elke gemeenteraad van de zone stemt de toelage die aan het lokaal politiekorps moet worden toegekend en die aan de politiekezone wordt gestort. De toelage wordt in de uitgaven van elke gemeentebegroting ingeschreven. De toelage vermeld in het besluit van de gemeenteraad, de toelage ingeschreven in de uitgaven van de gemeentebegroting en de toelage ingeschreven in de ontvangsten van de politiebegroting dienen overeen te stemmen.

Krachtens artikel 71 van de WGP worden de gemeenteraadsbesluiten betreffende de bijdrage aan de politiekezone en de gemeenteraadsbesluiten betreffende de wijzigingen van de toelage voor goedkeuring naar de gouverneur gestuurd.

Krachtens artikel 76 van de WGP spreekt de gouverneur zich uit binnen een termijn van vijftig dagen die ingaat op de dag na het inkomen van deze beslissing bij de gouverneur.

Krachtens artikel 72 van de WGP wijzigt de gouverneur gelijktijdig met de ambtshalve inschrijving of schrapping in de politiebegroting het bedrag van de bijdrage van elk van de gemeenten die deel uitmaken van de betrokken meergemeentzone.

De gouverneur brengt zijn besluit ter kennis van de gemeenteverheid uiterlijk de laatste dag van de voormelde goedkeuringstermijn. Wanneer die termijn is verstreken, wordt de gouverneur geacht zijn goedkeuring aan de beslissing te hebben verleend.

Het besluit van de gouverneur wordt aan de gemeenteraad meegedeeld tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

De artikelen 73 en 74 van de WGP regelen eveneens het beroep bij de minister van Binnenlandse Zaken tegen het besluit van de gouverneur tot aanpassing van de bijdrage of niet-goedkeuring. Krachtens artikel 73 van de WGP kan de gemeenteraad tegen het besluit van de gouverneur tot aanpassing van de bijdrage of tegen zijn besluit houdende niet-goedkeuring hoger beroep instellen bij de minister van Binnenlandse Zaken binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het versturen van het besluit naar de gemeenteverheid.

Krachtens artikel 74 van de WGP spreekt de minister van Binnenlandse Zaken zich uit over het ingesteld beroep binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het inkomen ervan. Hij stuurt zijn besluit uiterlijk de laatste dag van deze termijn naar de gemeenteraad. Wanneer die termijn is verstreken, is het beroep ingestemd. Het besluit van de minister wordt aan de gemeenteraad meegedeeld tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

Krachtens artikel 75 zijn de artikelen 72 tot 74 eveneens van toepassing op de besluiten van de gemeenteraad houdende wijziging van de gemeentelijke bijdrage aan de politiekezone.

De goedkeuringstermijn ingeval van wijziging is echter, conform artikel 75, tweede lid, gelijk aan de termijn die is vastgesteld voor het toezicht op de begrotingswijzigingen van de gemeenten van de zone, te verminderen met vijf dagen.

1.2. TOTSTANDKOMING VAN DE BEGROTING

1.2.1. ALGEMENE BEPALINGEN

In de kolom "Rekening 'dienstjaar N-2' - Vastleggingen" worden de cijfers van de door de raad vastgestelde rekening 'dienstjaar N-2' vermeld. Indien de rekening 'dienstjaar N-2', ongeacht om wat voor reden, nog niet werd vastgesteld, kunnen de door de raad laatst goedgekeurde begrotingskredieten ter informatie worden vermeld.

In de kolom "Begroting 'dienstjaar N-1'" worden de begrotingskredieten vermeld conform de politiebegroting 'dienstjaar N-1' rekening houdend met de op dat ogenblik laatst goedgekeurde begrotingswijziging van het 'dienstjaar N-1' en rekening houdend met de laatste interne herschikking of aanwending binnen elke economische groep.

Vooraleer de raad beraadslaagt, geeft het college een toelichting bij de inhoud van het verslag. Van de regel dat elk lid van de politieraad over één stem beschikt (artikel 25 WGP) wordt afgeweken bij de stemmingen over de vaststelling van de begroting, de begrotingswijzigingen en de jaarrekeningen (artikel 26 WGP). In die gevallen bekomt elke groep van vertegenwoordigers van één gemeente uit de politiekezone evenveel stemmen als waarover de burgemeester van diezelfde gemeente beschikt in het politiecollege, zoals bepaald in artikel 24 van de WGP. Het aantal stemmen waarover de burgemeester in het politiecollege beschikt wordt bij de stemming over de vaststelling van de begroting/begrotingswijzigingen gelijk verdeeld over de groep vertegenwoordigers van een gemeente.

J'attire votre attention sur le fait que chaque membre du conseil de police dispose tout au long de l'année d'un nombre de voix identique, peu importe le nombre de représentants issus de sa commune pendant la (les) séance(s) du conseil où une décision est prise en matière de (modification budgétaire ou de) budget ou de comptes annuels. Par conséquent, la voix d'un conseiller absent est irrévocablement perdue et elle ne peut être répartie entre les représentants présents de la commune à laquelle il appartient. Voir en la matière le point V de ma circulaire PLP 32 du 15 octobre 2003 relative au fonctionnement des conseils et collèges de police (Moniteur belge du 27 octobre 2003) et infra point 1.2.3.

L'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant le règlement général de la comptabilité de la police locale (RGCP) fixe les prescriptions budgétaires, financières et comptables des zones de police, ainsi que les règles particulières qui régissent l'exécution des tâches du comptable spécial et ce, en exécution de l'article 34 de la LPI qui prévoit que l'article 239 de la Nouvelle loi communale est applicable à la police locale.

Conformément à l'article 11 du RGCP, le collège établit le projet de budget après avoir recueilli l'avis d'une commission où siègent au moins un membre du collège (désigné à cet effet), le chef de corps de la police locale et le comptable spécial. L'avis de la commission porte exclusivement sur la légalité et les implications financières prévisibles.

L'avis de la commission budgétaire n'est pas nécessairement unanime. L'avis de la commission budgétaire est un instrument de gestion qui peut conduire à l'établissement d'un meilleur budget. Il est plus que conseillé que le comptable spécial soit impliqué activement dans la préparation du budget de la zone de police.

En vertu de l'article 5 du RGCP, le budget comprend l'estimation précise de toutes les recettes et de toutes les dépenses susceptibles d'être effectuées dans le courant de l'exercice financier, à l'exception des mouvements de fonds opérés pour le compte de tiers ou n'affectant que la trésorerie. Chaque article budgétaire doit être confronté à la réalité et être estimé précisément en vertu de l'article 5 du RGCP. En la matière, il faut tenir compte d'une diminution éventuelle de certains frais, suite à une économie d'échelle incontestable qui mène à une éventuelle organisation plus rationnelle.

Au sein du budget, une distinction est faite entre le service ordinaire et le service extraordinaire et, au sein de chacun de ces services, entre l'exercice financier proprement dit et les exercices antérieurs.

En vertu de l'article 34 de la LPI, qui déclare l'article 238 de la NLC d'application, l'exercice financier de la zone de police correspond à l'année civile.

Conformément à l'article 10 du RGCP, les crédits de dépenses sont limités, et ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles que leur assigne le budget.

La limitation s'applique, pour les dépenses du service ordinaire, au total des crédits portant le même code fonctionnel (limité aux trois premiers chiffres) et appartenant au même groupe économique.

Les groupes économiques des dépenses du service ordinaire sont les suivants : Personnel : 70; Dépenses de fonctionnement : 71; Reports : 72; Dettes : 7X; Exercices antérieurs : 76; Prélèvements : 78. En d'autres termes, au sein de chaque groupe économique, les crédits budgétaires peuvent être réajustés sans modification budgétaire entre les articles budgétaires qui ont été repris auparavant dans le (la) modification du) budget et ce, au sein du crédit approuvé au total par groupe économique.

Nous attirons, une fois de plus, l'attention sur la différence considérable entre d'une part l'article 10 du RGCP, et d'autre part l'article 10 du Règlement général sur la Comptabilité communale (RGCC), qui prévoit une limitation pour l'ensemble des crédits qui portent le même code fonctionnel et économique, chacun limité aux trois premiers chiffres.

Cette plus large exception (à savoir : niveau groupe économique) au principe général de la limitation des crédits pour les dépenses du service ordinaire permet d'estimer plus précisément les crédits budgétaires dans le budget de police. Il suffit alors de prévoir une réserve au niveau du groupe économique. Ceci devrait mener normalement à des estimations budgétaires plus précises et à moins de crédits de budget au niveau du compte.

Le RGCP prévoit la possibilité d'ajuster les crédits budgétaires sans modification budgétaire - dans le crédit total approuvé par groupe économique. Le cas échéant, le comptable spécial et/ou le chef de corps est tenu d'attirer à temps l'attention du collège (de police) sur le fait qu'un ajustement s'impose au sein d'un groupe économique. C'est le collège qui prend la décision finale et définit l'ajustement. Cette décision est consignée dans le procès-verbal et doit être communiquée au :

1. chef de corps, afin de lui permettre de prendre les dispositions internes nécessaires et d'en instruire les services concernés;
2. comptable spécial, afin de lui permettre de tenir compte de la situation modifiée. Lors de la préparation du budget de l'année suivante, il pourra adapter en conséquence l'estimation des articles budgétaires.

Ieder politieraadslid beschikt het hele jaar over een identiek aantal stemmen, wat ook het aantal vertegenwoordigers van zijn gemeente is tijdens de zitting(en) van de raad waar een beslissing wordt genomen inzake begrotings- (wijziging) of jaarrekening. Bijgevolg is de stem van een afwezig raadslid onherroepelijk verloren en kan deze niet tussen de aanwezige vertegenwoordigers van de gemeente waartoe hij behoort, worden herverdeeld. Zie ter zake eveneens punt V van mijn omzendbrief PLP 32 van 15 oktober 2003 betreffende de werking van de politieraad en het politiecollege (Belgisch Staatsblad van 27 oktober 2003) en infra punt 1.2.3.

Het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het Algemeen Reglement op de boekhouding van de lokale politie (ARPC) bepaalt de begrotings-, de financiële en de boekhoudkundige voorschriften van de politiezones, evenals de nadere regels voor de uitoefening van de taken van de bijzondere rekenplichtige, dit in uitvoering van artikel 34 van de WGP waarbij ondermeer artikel 239 van de nieuwe gemeentewet van toepassing wordt verklaard op de lokale politie.

Conform artikel 11 van het ARPC maakt het college het begrotingsontwerp op na het advies te hebben ingewonnen van een commissie waarin tenminste één daartoe aangeduid lid van het college, de korpschef van de lokale politie en de bijzondere rekenplichtige zetelen. Het advies van de commissie slaat uitsluitend op de wettelijkheid en de te verwachten financiële weerslag.

Het advies van de begrotingscommissie is niet noodzakelijk eenparig en is een beheersinstrument dat kan leiden tot de opstelling van een betere begroting. Het is meer dan aanbevolen dat de bijzondere rekenplichtige actief betrokken wordt bij de voorbereiding van de begroting van de politiezone.

Krachtens artikel 5 van het ARPC omvat de begroting de precieze raming van alle ontvangsten en uitgaven die in de loop van het financieel dienstjaar kunnen worden gedaan, met uitzondering van de geldoverdrachten voor rekening van derden of die slechts de thesaurie treffen. Elk begrotingsartikel dient in uitvoering van artikel 5 van het ARPC te worden getoetst aan de realiteit en precies te worden geraamd. Hierbij dient rekening te worden gehouden met een mogelijke vermindering van bepaalde kosten ingevolge een ontgensprekelijk schaalvoordeel dat leidt tot een mogelijk rationelere organisatie.

Binnen de begroting wordt een onderscheid gemaakt tussen de gewone en de buitengewone dienst en, binnen elk van die diensten, tussen het eigenlijk financieel dienstjaar en de vorige dienstjaren.

Het financieel dienstjaar van de politiezone komt overeen met het burgerlijk jaar krachtens artikel 34 van de WGP, waarbij artikel 238 van de NGW van toepassing werd verklaard.

Conform artikel 10 van het ARPC mogen de uitgavenkredieten slechts worden gebruikt voor het door de begroting vooropgestelde doel en zijn ze beperkt.

Voor de uitgaven van de gewone dienst geldt die beperking echter voor het geheel van de kredieten die dezelfde functionele code dragen (beperkt tot de eerste drie cijfers) én die behoren tot dezelfde economische groep

De economische groepen van de uitgaven van de gewone dienst zijn : Personeel : 70; Werkingskosten : 71; Oerdrachten : 72; Schuld : 7X; Vorige dienstjaren : 76; Overboekingen : 78. M.a.w. binnen elke economische groep kunnen de begrotingskredieten zonder begrotingswijziging worden herschikt over de begrotingsartikelen die eerder werden opgenomen in de begroting (of begrotingswijziging) en dit binnen het totaal goedgekeurde krediet per economische groep.

We vestigen hierbij nogmaals de aandacht op het beduidend verschil tussen enerzijds artikel 10 van het ARPC en anderzijds artikel 10 van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit (ARGC), dat voorziet in een beperking voor het geheel van de kredieten die dezelfde functionele en economische code dragen, elk beperkt tot de eerste drie cijfers.

Deze ruimere uitzondering (nl. niveau economische groep) op het algemeen principe van de beperktheid van de kredieten voor de uitgaven van de gewone dienst laat toe de begrotingskredieten in de politiebegroting scherper te ramen. Er dient alleen nog een reserve te worden voorzien op niveau van de economische groep. Hetgeen normaal zou moeten leiden tot scherpere begrotingsramingen en tot minder ongebruikte begrotingskredieten op niveau van de rekening.

Het ARPC voorziet de mogelijkheid om zonder begrotingswijziging - binnen het totaal goedgekeurde krediet per economische groep - de begrotingskredieten te herschikken. In voorkomend geval dient de bijzondere rekenplichtige en/of de korpschef tijdig het (politie)college er op te attenderen dat er zich een herschikking binnen een economische groep opdringt. Het is het college dat de finale beslissing neemt en de herschikking definieert. Deze beslissing wordt ingeschreven in de notulen en moet worden meegedeeld aan :

1. de korpschef, zodat hij de nodige interne schikkingen kan treffen en de betrokken diensten kan instrueren.
2. de bijzondere rekenplichtige, zodat hij rekening kan houden met de gewijzigde situatie. Bij de voorbereiding van de begroting voor het volgende jaar zal hij de raming van de begrotingsartikelen overeenkomstig kunnen bijstellen.

Cette compétence spécifique d'ajustement ne peut pas être déléguée (p.ex. au comptable spécial ou au chef de corps) dans la mesure où cette délégation est contraire au principe général du droit qui stipule qu'une délégation de la compétence des organes communaux n'est possible que si le législateur l'a explicitement prévu. Dans le cas présent, le législateur n'a prévu aucune possibilité de délégation.

En outre, nous attirons l'attention sur le fait que les concepts « dépenses obligatoires/non obligatoires » et « dépenses prélevées d'office » ne figurent pas encore dans le RGCP.

Conformément à l'article 34 de la LPI, où entre autres l'article 241 de la NLC est déclaré d'application, le conseil se réunit normalement chaque année au mois d'octobre pour délibérer sur le budget de police pour l'exercice suivant.

En outre, nous attirons l'attention sur l'article 27 de la LPI qui précise que les articles 84, 86, 87, 87bis, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95 (alinéa 2), 96, 97, 98, 99, 100 et 101 de la NLC sont d'application conforme au conseil de police.

Conformément à l'article 96 ci-dessus, le collègue remet, au plus tard sept jours francs avant la séance au cours de laquelle le conseil est appelé à délibérer sur le budget/la modification budgétaire, un exemplaire du projet du budget/de la modification budgétaire, à chaque conseiller. Le projet est communiqué tel qu'il sera soumis aux délibérations du conseil, dans la forme prescrite et accompagné des annexes requises pour son arrêt définitif. Le projet de budget est accompagné d'un rapport.

Le rapport comporte une synthèse du projet de budget. En plus, le rapport qui a traité au budget définit la politique générale et financière de la zone de police et synthétise la situation de l'administration et des affaires relatives à la police, ainsi que tous les éléments d'information utiles.

La séance du conseil est publique.

L'arrêté royal du 20 décembre 2000, (Moniteur belge du 29 décembre 2000), donne plus d'informations sur la méthode précise de calcul du nombre de voix dont dispose un bourgmestre dans le collège de police. La circulaire ministérielle PLP 6 du 19 mars 2001, (Moniteur belge du 13 avril 2001), précise également la méthode de calcul.

En exécution de l'article 34 de la LPI, qui déclare applicable entre autres l'article 242 de la NLC, le budget de police est déposé au siège de la zone de police où il peut toujours être porté à la connaissance de toute personne qui le désire. Cette possibilité de consultation est rappelée par voie d'affiches apposées à la diligence du collègue dans le mois qui suit l'adoption du budget de police par le conseil. La durée de l'affichage ne peut être inférieure à dix jours.

1.2.2. PLANNING PLURIANNUEL

L'élaboration d'un planning pluriannuel a déjà été signalée les années antérieures, mais n'a pas encore été imposée. Vu l'impact du budget de la police sur le ou les budgets communaux, un tel planning est en fait plus que souhaitable.

1.2.3. CALCUL DE LA PUISSANCE VOTALE AU SEIN DU COLLEGE DE POLICE ET DU CONSEIL DE POLICE

Au sein du collège de police, chaque bourgmestre dispose d'un nombre de voix proportionnel à la dotation policière minimale que sa commune investit dans la zone pluricommunale (art. 24 LPI). Au sein du conseil de police, la distribution des voix pour les votes au sujet de la détermination du budget, des modifications budgétaires et des comptes annuels suit également ce même principe (art. 26 LPI).

La notion de « dotation policière minimale » renvoie à la contribution que chaque commune verse à la zone de police pluricommunale en vue de la réalisation par la police locale de la fonction de police de base concourant au service minimal garanti aux autorités et citoyens (art. 3 LPI). En faisant référence à la dotation policière minimale, le législateur a clairement souhaité qu'une éventuelle augmentation de la contribution d'une commune au budget de la ZPC en vue de la réalisation de missions et d'objectifs qui lui sont particuliers (art. 36, 4^e et 40, alinéa 3 LPI) ne puisse en rien influencer la répartition des voix au sein du collège de police et par extension du conseil de police (1).

Une commune qui poursuit des objectifs particuliers ainsi décrits (citons à titre d'exemples une surveillance renforcée aux abords des écoles dans certains quartiers de cette commune, la mise en place d'une brigade canine dont les autres communes ne souhaitent pas l'installation...) ne peut donc s'en prévaloir pour obtenir une puissance votale plus importante.

Deze specifieke bevoegdheid tot herschikking kan niet worden gedelegeerd (bv. aan de bijzondere rekenplichtige of de korpschef), omdat dit in strijd is met het algemeen rechtsbeginsel dat bepaalt dat een delegatie van de bevoegdheid van de gemeentelijke organen alleen mogelijk is, mits dit uitdrukkelijk is voorzien door de wetgever. In onderhavig geval heeft de wetgever geen delegatiemogelijkheid voorzien.

We vestigen bijkomend de aandacht op het feit dat de begrippen "verplichte/niet-verplichte uitgaven" en "uitgaven welke ambtshalve worden opgenomen" momenteel niet voorkomen in het ARPC.

Conform artikel 34 van de WGP, waarbij onder andere artikel 241 van de NGW van toepassing wordt verklaard, vergadert de raad normaal ieder jaar in de maand oktober om te beraadslagen en te besluiten over de politiebegroting voor het volgende dienstjaar.

We vestigen hierbij bijkomend de aandacht op artikel 27 van de WGP houdende de bepaling dat de artikelen 84, 86, 87, 87bis, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95 tweede lid, 96, 97, 98, 99, 100 en 101 van de NGW van overeenkomstige toepassing zijn op de politieraad.

Conform voormeld artikel 96 van de NGW doet het college aan elk raadslid een exemplaar toekomen van het ontwerp van begroting/begrotingswijziging uiterlijk zeven vrije dagen vóór de vergadering gedurende dewelke de raad dient te beraadslagen over de begroting/begrotingswijziging. Het ontwerp wordt overgemaakt zoals het zal onderworpen worden aan de beraadslagingen van de raad, in de voorgeschreven vorm en vergezeld van de bijlagen die vereist zijn voor de definitieve vaststelling. Het ontwerp van begroting is vergezeld van een verslag.

Het verslag bevat een synthese van het ontwerp van begroting. Bovendien geeft het verslag het algemeen en financieel beleid van de politiezone aan en een overzicht van de toestand van het bestuur en de politiezaken, alsook alle nuttige informatiegegevens.

De vergadering van de raad is openbaar.

In het koninklijk besluit van 20 december 2000 (Belgisch Staatsblad van 29 december 2000) wordt meer informatie verstrekt over de precieze berekeningswijze van het aantal stemmen waarover een burgemeester beschikt in het politiecollege, verder verduidelijkt door de ministeriële omzendbrief PLP 6 van 19 maart 2001 (Belgisch Staatsblad van 13 april 2001).

In uitvoering van artikel 34 van de WGP, waarbij onder andere artikel 242 van de NGW van toepassing wordt verklaard, wordt de politiebegroting neergelegd op de zetel van de politiezone waar eenieder er altijd ter plaatse kennis van kan nemen. Op die mogelijkheid van inzage wordt gewezen door middel van aanplakbiljetten die door de zorg van het college worden aangebracht binnen een maand nadat de politiebegroting door de raad is aangenomen. Het bericht blijft tenminste tien dagen aangeplakt.

1.2.2. MEERJARENPLANNING

De opstelling van een meerjarenplanning werd de voorgaande jaren reeds gesignaleerd, maar nog niet opgelegd. Gezien de weerslag van de politiebegroting op de gemeentebegroting(en) is dergelijke planning echter meer dan wenselijk.

1.2.3. BEREKENING VAN HET STEMGEWICHT IN HET POLITIE-COLLEGE EN DE POLITIERAAD

In het politiecollege beschikt elke burgemeester over een aantal stemmen naar evenredigheid van de minimum politiedotatie die zijn gemeente in de meergemeentezone inbrengt (art. 24 WGP). In de politieraad volgt de stemmenverdeling bij de stemmingen over de vaststelling van de begroting, begrotingswijzigingen en de jaarrekeningen eveneens hetzelfde principe (art. 26 WGP).

Het begrip « minimum politiedotatie » verwijst naar de bijdrage die elke gemeente stort aan de meergemeentepolitiezone voor de verwezenlijking door de lokale politie van de basispolitiezorg samen met de minimale dienstverlening die wordt gewaarborgd aan de overheden en de burgers (art. 3 WGP). Door te verwijzen naar de minimum politiedotatie heeft de wetgever duidelijk gewenst dat een eventuele verhoging van de bijdrage van een gemeente aan de begroting van het ZVP met het oog op de uitvoering van de opdrachten en doelstellingen die eigen zijn aan de gemeente (art. 36, 4^e, en 40, derde lid WGP), geenszins de verdeling van de stemmen binnen het politiecollege mag beïnvloeden en bij extensie : de politieraad (1).

Een gemeente die dergelijke bijzondere doelstellingen nastreeft (bijvoorbeeld : een verscherpt toezicht in de omgeving van de scholen in sommige wijken van de gemeente; oprichten van een hondenbrigade, zelfs indien de andere gemeenten er geen wensen...) mag zich hier dus niet op beroepen om een groter stemmenaantal te verkrijgen.

Depuis le 1^{er} janvier 2005 (2), la répartition des voix au sein du collège de police doit être revue lors du premier conseil de police de chaque année et doit se baser sur la contribution de chacune des communes telle que définie dans les comptes zonaux approuvés par l'autorité de tutelle. La répartition des voix doit en effet être le reflet de la participation financière que chaque commune investit réellement au profit de la zone de police, d'où la référence aux comptes zonaux. En outre, la puissance votale doit être adaptée annuellement afin de tenir compte d'un éventuel changement dans la participation financière des différentes communes d'une zone de police pluricommunale.

Toutefois, en l'absence des pièces comptables nécessaires à la clôture des comptes (devant être fournies par le SCDF), j'ai laissé la possibilité aux zones de police de clôturer ou non leurs comptes. De ce fait, certaines zones n'ont à ce jour encore clôturé aucun compte, d'autres en ont clôturés seulement un ou deux et d'autres encore ont clôturé un compte chaque année.

Aussi, afin que la répartition des voix ne soit pas basée sur des données trop anciennes et reflète dès lors le mieux possible la contribution réelle de chaque commune à la zone, il est apparu nécessaire de trouver une solution alternative pour les deux premières catégories de zones, à savoir les zones n'ayant clôturé aucun compte et celles ayant clôturé l'un ou l'autre compte.

Ainsi, à défaut de compte zonal 2006 clôturé et approuvé par l'autorité de tutelle, la répartition des voix sera revue lors du premier conseil de police de 2008 et sera basée sur la contribution financière de chacune des communes à la zone pluricommunale telle que définie dans le dernier compte communal approuvé par l'autorité de tutelle.

(1) Voir l'Exposé des Motifs eu égard à l'art. 24 LPI.

(2) Avant le 1^{er} janvier 2005, le nombre de voix était accordé au prorata de la charge nette pour la fonction Justice et Police sous le code statistique 399 des derniers comptes annuels fixés et approuvés de chaque commune (art 24 alinéa 2 LPI).

1.3. UTILISATION DE CREDITS PROVISOIRES DANS L'ATTENTE DE L'APPROBATION DU BUDGET PAR L'AUTORITE DE TUTELLE

Tant que le budget 'exercice N' n'a pas été approuvé par le gouverneur, des dépenses peuvent être effectuées en 'exercice N', conformément à l'article 13 du RGCP, par le biais de 'crédits provisoires' ou de 'douzièmes provisoires', mais ce, uniquement sur le service ordinaire.

En la matière, deux cas sont possibles :

— Le budget 'exercice N' n'a PAS été approuvé par le conseil au 1^{er} janvier 'exercice N' :

- dans ce cas, le conseil doit constater formellement, en 'exercice N-1', les crédits provisoires 'exercice N' par le biais d'un arrêté particulier du conseil; il est possible d'approuver un ou plusieurs 'douzièmes provisoires'.

- l'affectation des crédits provisoires au service ordinaire ne peut, par mois révolu ou entamé, s'élever à plus d'un douzième du crédit budgétaire de l'exercice antérieur ('exercice N-1'). Cette restriction ne s'applique pas aux dépenses pour la rémunération du personnel, pour le paiement des primes d'assurance, pour le paiement des impôts, pour le paiement des amortissements et des intérêts sur les prêts.

— Le budget 'exercice N' a été APPROUVE par le conseil avant le 1^{er} janvier 'exercice N', mais n'a pas encore été approuvé par le gouverneur au 1^{er} janvier 'exercice N' :

- le conseil NE doit PAS prendre d'arrêté particulier.

- l'affectation des crédits provisoires au service ordinaire ne peut, par mois révolu ou entamé, s'élever à plus d'un douzième du crédit budgétaire de l'année en cours ('exercice N') ou du crédit budgétaire de l'exercice antérieur ('exercice N-1') si ce dernier est inférieur au crédit de l'exercice en cours ('exercice N'); cette restriction ne s'applique pas aux dépenses pour la rémunération du personnel, pour le paiement des primes d'assurance, pour le paiement des impôts, pour le paiement des amortissements et des intérêts sur les prêts.

1.4. ENVOI DU BUDGET ET DES ANNEXES

Lorsque le budget doit être établi en deux langues en vertu des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative, de ses arrêtés d'exécution et d'autres textes réglementaires, il est également soumis en deux langues. Il en est de même pour les pièces jointes au budget qui sont établies dans les deux langues.

Le budget et les annexes sont envoyés au gouverneur en trois exemplaires sur support papier. En outre, un fichier électronique doit être transmis au gouverneur. Le fichier en question peut être téléchargé sur le site Internet de la Direction des Relations avec la Police locale, CGL, en cliquant sur la rubrique « Documentation » (www.infozone.be).

Les zones de police qui éprouveraient des difficultés avec le logiciel utilisé peuvent prendre contact avec le Helpdesk de la CGL, Police fédérale, Direction des relations avec la police locale, rue Fritz Toussaint 8, 1050 Ixelles, tél. : 02-644 89 00, fax : 02-644 89 40, e-mail : cgl@ibz.fgov.be.

Sinds 1 januari 2005 (2) moet de verdeling van de stemmen binnen het politiecölege worden herzien tijdens de eerste politieraad van elk jaar en moet deze zich baseren op de bijdrage van elk van de gemeenten zoals bepaald in de zonale rekeningen die werden goedgekeurd door de toezichhoudende overheid. De stemmenverdeling dient immers een weerspiegeling te zijn van de financiële bijdrage die elke gemeente reëel investeert ten gunste van de politiezone, vandaar de verwijzing naar de zonale rekeningen. Bovendien moet het stemmenaantal jaarlijks worden aangepast om rekening te houden met een eventuele wijziging in de financiële bijdrage van de verschillende gemeenten van een meergemeentepolitiezone.

Door de afwezigheid van de boekhoudstukken die nodig zijn voor het afsluiten van de rekeningen (die door de CDVU moeten worden aangeleverd), heb ik aan de politiezones de keuze gelaten om hun rekeningen al dan niet af te sluiten. Hierdoor hebben bepaalde zones tot op heden nog geen enkele rekening afgesloten, andere hebben er slechts één of twee afgesloten en nog andere hebben jaarlijks afgesloten.

Opdat de stemmenverdeling niet gebaseerd zou zijn op te oude gegevens en dus zo goed mogelijk de reële bijdrage zou weergeven van elke gemeente, is het noodzakelijk om een alternatieve oplossing te vinden voor de eerste twee categorieën, met name de zones die geen enkele rekening hebben afgesloten en de zones die één of andere rekening hebben afgesloten.

Bij ontstentenis van het afsluiten van de rekening 2006, goedgekeurd door de toezichhoudende overheid, zal de stemmenverdeling tijdens de eerste politieraad van 2008 worden herzien en gebaseerd zijn op de financiële bijdrage van elk van de gemeenten van de meergemeentepolitiezone, zoals bepaald in de laatste gemeentelijke rekening, goedgekeurd door de toezichhoudende overheid.

(1) Zie Memorie van toelichting rekening houdend met art. 24 WGP.

(2) Vóór 1 januari 2005, werd het aantal stemmen toegekend naar evenredigheid van de nettolast voor de functie Justitie en Politie onder de statistische code 399 van de laatst vastgestelde en goedgekeurde jaarrekeningen van elke gemeente (art 24 tweede lid WGP).

1.3. HET GEBRUIK VAN VOORLOPIGE KREDIETEN IN AFWACHTING VAN DE GOEDKEURING VAN DE BEGROTING DOOR DE TOEZICHTHOUDENDE OVERHEID

Zolang de begroting 'dienstjaar N' nog niet is goedgekeurd door de gouverneur, kunnen, conform artikel 13 van het ARPC, via, voorlopige kredieten' of, voorlopige twaalfden' uitgaven worden verricht in dienstjaar N', echter alleen op de gewone dienst.

Er kunnen zich hierbij twee mogelijkheden voordoen :

— De begroting 'dienstjaar N' werd door de raad NIET goedgekeurd vóór 1 januari 'dienstjaar N' :

- de raad dient in dit geval in 'dienstjaar N-1' de voorlopige kredieten 'dienstjaar N' uitdrukkelijk vast te stellen via een afzonderlijk raadsbesluit, het is mogelijk om één of meerdere, voorlopige twaalfden' goed te keuren;

- de aanwending van voorlopige kredieten op de gewone dienst mag per verlopen of begonnen maand niet meer bedragen dan één twaalfde van het begrotingskrediet van het vorige 'dienstjaar ('dienstjaar N-1'); deze beperking is niet van toepassing op de uitgaven voor de bezoldiging van het personeel, voor de betaling van verzekeringspremies, voor de betaling van belastingen en voor de betaling van aflossingen en interesten op leningen.

— De begroting 'dienstjaar N' werd door de raad goedgekeurd vóór 1 januari 'dienstjaar N', maar werd nog niet door de gouverneur goedgekeurd vóór 1 januari 'dienstjaar N' :

- de raad dient GEEN afzonderlijk raadsbesluit te treffen;

- de aanwending van voorlopige kredieten op de gewone dienst mag per verlopen of begonnen maand niet meer bedragen dan één twaalfde van het begrotingskrediet van het lopende 'dienstjaar ('dienstjaar N') of van het begrotingskrediet van het vorige 'dienstjaar ('dienstjaar N-1') als dit kleiner is dan het krediet van het lopende 'dienstjaar ('dienstjaar N'); deze beperking is niet van toepassing op de uitgaven voor de bezoldiging van het personeel, voor de betaling van verzekeringspremies, voor de betaling van belastingen en voor de betaling van aflossingen en interesten op leningen.

1.4. DOORZENDING VAN DE BEGROTING EN DE BIJLAGEN

Wanneer de begroting krachtens de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, haar uitvoeringsbesluiten of andere regelgevende teksten, in twee talen moet worden opgesteld, wordt ze in de twee talen voorgelegd. Hetzelfde geldt voor de stukken die aan de begroting zijn gevoegd en die in twee talen zijn opgesteld.

De begroting en de bijlagen worden in drie papieren exemplaren naar de Gouverneur verstuurd. Daarnaast dient aan de Gouverneur een elektronisch bestand te worden overgemaakt, hetwelk kan gedownload worden via de website van de Directie van de Relaties met de Lokale Politie, CGL onder de rubriek Documentatie [www.infozone.be].

Politiezones die problemen hebben met de gebruikte software kunnen contact opnemen met de Helpdesk van CGL, Federale politie, Directie van de relaties met de lokale politie, Fritz Toussaintstraat 8, 1050 Elsene, Tel. : 02-644 89 00 fax : 02-644 89 40, e-mail : cgl@ibz.fgov.be

Le fichier électronique est transmis au gouverneur par courrier électronique ou, si autorisé, sur CD-ROM.

Het elektronisch bestand wordt aan de Gouverneur overgemaakt via e-mail of, indien toegestaan, via cd-rom :

Province	E-mail	CD-rom	Personne de contact
Brabant wallon	tutellepolice@gouverneurbw.be	Oui	SERMEUS, Corinne
Liège	blabieuse.gouvprovlg@skynet.be b.maes.police@skynet.be	Oui Oui	LABIOUSE, Benoît MAES, Brigitte
Luxembourg	magin.christian@skynet.be	Non	MAGIN, Christian
Namur	colette.daniel.gpnamur@skynet.be	Oui	DANIEL, Colette
Hainaut	veronique.cambier@belgacom.net	Oui	CAMBIER, Véronique
Bruxelles-Capitale	tgoret@brugouverneur.irisnet.be	Oui	GORET, Thibault
Anvers	toezichtlokalepolitie@fed.provant.be	Oui	GOETSCHALCKX, Hugo
Limbourg	kvanwinckelen@limburg.be	Oui	VANWINCKELEN, Koen
Brabant flamand	rherck@vl-brabant.be	Oui	VAN HERCK, Ronny
Flandre orientale	ina.focke@oost-vlaanderen.be	Oui	FOCKE, Ina
Flandre occidentale	sarah.maes@west-vlaanderen.be	Oui	MAES, Sarah

Provincie	E-mail	cd-rom	Contactpersoon
Waals-Brabant	tutellepolice@gouverneurbw.be	JA	SERMEUS, Corinne
Luik	blabieuse.gouvprovlg@skynet.be b.maes.police@skynet.be	JA JA	LABIOUSE, Benoît MAES, Brigitte
Luxemburg	magin.christian@skynet.be	NEE	MAGIN, Christian
Namen	colette.daniel.gpnamur@skynet.be	JA	DANIEL, Colette
Henegouwen	veronique.cambier@belgacom.net	JA	CAMBIER, Veronique
Brussel-Hoofdstad	tgoret@brugouverneur.irisnet.be	JA	GORET, Thibault
Antwerpen	toezichtlokalepolitie@fed.provant.be	JA	GOETSCHALCKX, Hugo
Limburg	kvanwinckelen@limburg.be	JA	VANWINCKELEN, Koen
Vlaams-Brabant	rherck@vl-brabant.be	JA	VAN HERCK, Ronny
Oost-Vlaanderen	ina.focke@oost-vlaanderen.be	JA	FOCKE, Ina
West-Vlaanderen	sarah.maes@west-vlaanderen.be	JA	MAES, Sarah

Le gouverneur veille à ce que le fichier électronique et la version papier du budget approuvé comportent exclusivement les chiffres approuvés et contrôlés par lui, éventuellement complétés par les remarques faites, et il transmet le tout à la CGL.

Lors de l'envoi du budget à l'autorité de tutelle, plusieurs pièces doivent être annexées pour contrôle. Ces documents doivent être envoyés simultanément à l'autorité de tutelle, à l'exception de la preuve d'affichage et de certaines pièces justificatives dont la zone ne disposerait pas encore au moment de transmettre le budget (cf. PLP 42bis) :

1. Délibérations in extenso du Conseil communal ou de police comprenant le récapitulatif des totaux des groupes économiques;
2. Rapport comprenant une synthèse du budget, la politique générale et financière de la zone de police (notamment en ce qui concerne le plan d'embauche) ainsi qu'un aperçu des données qui peuvent avoir une influence sur l'organisation et le fonctionnement de la zone de police : plan pluriannuel, plan d'action en matière de sécurité routière, etc.;
3. Avis circonstancié de la commission budgétaire (article 11 du RGCP);
4. Avis d'affichage;
5. Tableaux du personnel qui mentionnent au minimum l'échelle des traitements, l'ancienneté pécuniaire, les montants d'indemnités et d'allocations fixes, le mode de calcul des prestations irrégulières et/ou le module de calcul des coûts en personnel mis à la disposition des zones de police par le Fédéral;
6. Tableaux bancaires des prêts et de l'évolution de la dette, et mode de calcul des intérêts pour les nouveaux emprunts;
7. Tableau de financement du service extraordinaire (voies et moyens);
8. Tableau des mouvements des provisions et fonds de réserves;
9. Projection de l'évolution des crédits à 3 ans (plan pluriannuel);
10. Liste des subventions accordées par la zone de police à des tiers;

De Gouverneur ziet er op toe dat het elektronisch bestand en de papieren versie van de goedgekeurde begroting, uitsluitend de door hem goedgekeurde en gecontroleerde cijfers bevat, eventueel aangevuld met de gemaakte opmerkingen en stuurt dit door naar CGL.

Er dienen bij de verzending van de begroting aan de toezichthoudende overheid diverse stukken te worden toegevoegd ter controle. Deze documenten moeten gelijktijdig aan de toezichthoudende overheid worden gestuurd, met uitzondering van het bewijs van aanplakking en van bepaalde bewijsstukken waarover de zone nog niet beschikt bij het overmaken van de begroting (cfr. PLP 42bis) :

1. Besluit in extenso van de gemeente- of politieraad met de samenvatting van de totalen van de economische groepen;
2. Verslag met een synthese van de begroting, het algemeen en financieel beleid van de politiezone (met name wat het aanwervingsplan betreft) en een overzicht van alle gegevens die van invloed kunnen zijn op de organisatie en de werking van de politiezone : meerjarenplan, actieplan inzake verkeersveiligheid, enz.;
3. Gedetailleerd advies van de begrotingscommissie (artikel 11 van het ARPC) ;
4. Bewijs van aanplakking;
5. Tabellen van het personeel met vermelding van de loonschaal, de geldelijke anciënniteit, de bedragen van de vaste vergoedingen en toelagen, de berekening van de onregelmatige prestaties en/of de berekeningsmodule van de personeelskosten door de federale overheid ter beschikking gesteld van de politiezones;
6. Banktabellen van de leningen en de evolutie van de schuld en wijze van berekening van de interesten voor de nieuwe leningen;
7. Financieringsstabel van de buitengewone dienst (financieringswijze en middelen);
8. Tabel met de bewegingen van de voorschotten en reservefondsen;
9. Projectie van de evolutie van de kredieten op 3 jaar (meerjarenplan);
10. Lijst van de aan derden door de politiezone toegekende subsidies;

11. Version électronique comprenant la page de données générales relatives à la zone de police et notamment l'effectif minimal et réel (cf. annexe 4);

12. Toute pièce justificative utile, comme par exemple (liste non exhaustive) :

— convention de sécurité routière et/ou tableau de l'affectation des crédits (3)

— document justifiant le montant repris dans le cadre de la procédure de transfert des bâtiments

— calcul de la subvention sociale II (notamment du plafond à déduire des cotisations sociales sur les allocations)

— documents émis par d'autres instances (Région, par exemple), justifiant l'inscription de recettes.

(3) Dans le budget, les articles budgétaires des dépenses liées à la convention de sécurité routière seront précisés soit par le libellé soit par le code fonctionnel.

1.5. MODELE DE BUDGET

Le modèle du budget de police est celui du budget communal. Je vous invite à bien vouloir respecter strictement ce modèle.

La page de titre et la première page du budget de police sont disponibles sur le site Internet de la Direction des Relations avec la Police locale, CGL (www.infozone.be).

En vertu de l'article 41 du RGCP, les classifications fonctionnelle et économique, applicables au budget de police, sont celles qui ont été fixées dans l'annexe de l'arrêté ministériel du 30 octobre 1990 exécutant l'article 44 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale (RGCC), ainsi modifié par l'Arrêté ministériel du 25 mars 1994.

Les dépenses et recettes de la police locale sont de préférence inscrites sous le code fonctionnel 330xx qui doit se lire comme "Police Locale".

Le contenu/la signification des codes économiques doit être respecté(e) rigoureusement, seulement la description peut être remplacée par une description plus claire, adaptée à la zone de police.

1.6. MODIFICATIONS BUDGETAIRES

Il est recommandé d'établir à temps les modifications budgétaires de façon à ne pas compromettre l'engagement régulier des dépenses. Par analogie avec les communes, une date limite est fixée pour transmettre au gouverneur une modification budgétaire de l'exercice 'exercice N', à savoir le 15 novembre 'exercice N'.

Conformément à l'article 15 du RGCP, doivent être inscrits au plus tôt dans les modifications budgétaires, les crédits budgétaires nécessaires pour couvrir les dépenses requises par des circonstances imprévues et impérieuses. En exécution de l'article 86, 2°, de la LPI, une copie certifiée conforme des délibérations concernées du conseil, ainsi que du collègue, le cas échéant, concernant les dépenses rendues nécessaires par des circonstances urgentes et imprévues, doit être envoyée au gouverneur, sans préjudice des dispositions de l'article 85 de la LPI relatives à l'expédition au gouverneur d'une liste contenant un bref exposé des délibérations du conseil sur des questions relatives à la police locale.

Conformément à l'article 15 du RGCP, tous les crédits budgétaires ayant trait à des recettes imprévues doivent être prévus au plus tôt par le biais d'une modification budgétaire.

Il est dans l'intérêt de toutes les zones d'estimer de manière précise les modifications budgétaires de façon à ce que les dernières données budgétaires se rapprochent le plus possible du compte budgétaire, ce qui permet d'établir de manière plus réaliste le prochain budget. En effet, conformément à l'article 9, alinéa 1^{er}, du RGCP, le résultat du budget de l'exercice antérieur et de ses éventuelles modifications, est porté au budget suivant comme excédent ou déficit estimé des exercices antérieurs.

Nous attirons votre attention sur le fait que conformément à l'article 9, alinéa 2, du RGCP, une modification budgétaire n'est PAS requise dans le cas d'un remplacement du résultat supposé de l'exercice antérieur, qui a été porté au budget suivant, par le résultat réel du compte budgétaire clôturé. Toutefois, lorsque l'introduction du véritable résultat du compte budgétaire clôturé provoque ou accroît un déficit, le conseil prend les mesures propres à rétablir l'équilibre budgétaire. Dans les zones pluricommunales, ces mesures ne sont possibles qu'après concertation et accord au sein des différents conseils communaux. Voir à ce propos l'article 9, alinéas 3 et 4, du RGCP.

Les modifications budgétaires sont soumises aux mêmes procédures que celles d'application au budget.

Ainsi, la tutelle spécifique étant d'application aux budgets de la zone de police est intégralement d'application aux modifications que la zone de police apporte au budget de police. La tutelle spécifique entre déjà en ligne de compte au point 1.1.1. de la présente circulaire.

En ce qui concerne la transmission de la (des) modification(s), la modification budgétaire doit être accompagnée des documents suivants :

1° un rapport comprenant une synthèse de la modification budgétaire; le rapport comprend, conformément à l'article 14 du RGCP, une justification valable pour chaque crédit et les modifications éventuelles concernant la gestion générale et financière de la zone de police;

11. Elektronische versie bevattende de pagina met algemene gegevens over de politiezone en met name het minimale en reële effectief (cfr. bijlage 4);

12. Elk nuttig bewijsstuk: enkele voorbeelden (dit is geen beperkende lijst):

— overeenkomst inzake verkeersveiligheid en/of tabel van de toekenning van kredieten (3)

— document ter rechtvaardiging van het bedrag in het kader van de procedure inzake transfer van gebouwen

— berekening van de sociale toelage II (met name voor het plafond dat afgetrokken moet worden van de sociale bijdragen op de toelagen)

— documenten opgestuurd door andere instanties (bijvoorbeeld het Gewest) waarbij de inschrijving van de ontvangsten wordt gemotiveerd

(3) In de begroting zullen de aan de overeenkomst inzake verkeersveiligheid verbonden budgettaire artikelen voor de uitgaven door de bewoordingen ofwel door de functionele code verduidelijkt worden

1.5. MODEL VAN DE BEGROTING

Het model van de politiebegroting is deze van de gemeentebegroting. Ik verzoeek u dit model strikt te willen respecteren.

Het titelblad en de eerste bladzijde van de politiebegroting staan ter beschikking op de website van de Directie van de Relaties met de Lokale Politie, CGL (www.infozone.be).

Krachtens artikel 41 van het ARPC zijn de functionele en de economische classificatie welke van toepassing zijn op de politiebegroting deze die vastgelegd zijn in de bijlage bij het ministerieel besluit van 30 oktober 1990 tot uitvoering van het artikel 44 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit (ARGC), zoals gewijzigd door het ministerieel besluit van 25 maart 1994.

De uitgaven en de ontvangsten van de lokale politie worden bij voorkeur ingeschreven onder de functionele code 330xx te lezen als "Lokale Politie".

De inhoud/betekenis van de economische codes dient strikt te worden gerespecteerd, enkel de omschrijving mag vervangen worden door een duidelijkere omschrijving aangepast aan de lokale politiezone.

1.6. BEGROTINGSWIJZIGINGEN

Het verdient aanbeveling om de begrotingswijzigingen tijdig op te maken zodat een regelmatige vastlegging van de uitgaven niet in het gedrang komt. Naar analogie met de gemeenten wordt een uiterste datum vastgelegd voor het versturen van een begrotingswijziging 'dienstjaar 'dienstjaar N' naar de gouverneur, namelijk 15 november 'dienstjaar N'.

Conform artikel 15 van het ARPC moeten op de begrotingswijzigingen zonder verwijf de begrotingskredieten worden uitgetrokken die nodig zijn om de uitgaven die door dwingende en onvoorziene omstandigheden worden vereist te dekken. In toepassing van artikel 86, 2° van de WGP dient een voor eensluidend verklaard afschrift van de betreffende besluiten van de raad, alsook desgevallend van het college, naar de gouverneur te worden gestuurd, onverminderd de bepalingen van artikel 85 van de WGP houdende de verzending aan de gouverneur van een lijst van de beslissingen van de raad met een beknopte omschrijving van de geregelde aangelegenheden.

Conform artikel 15 van het ARPC dienen eveneens de begrotingskredieten die betrekking hebben op niet-geraamde ontvangsten zonder verwijf via een begrotingswijziging te worden voorzien.

De politiezones hebben er alle belang bij de laatste begrotingswijziging zeer nauwkeurig te ramen zodat de laatste begrotingscijfers zo dicht mogelijk de begrotingsrekening benaderen, dit laat toe de volgende begroting realistisch op te stellen. Immers conform artikel 9, eerste lid, van het ARPC, wordt het resultaat van de begroting van het voorgaande 'dienstjaar, inclusief eventuele begrotingswijzigingen, als geraamd overschot of tekort van de vorige dienstjaren op de volgende begroting gebracht.

We vestigen uw aandacht op het feit dat conform artikel 9, tweede lid, van het ARPC er GEEN begrotingswijziging vereist is om het vermoedelijk resultaat van het voorgaand 'dienstjaar dat in de volgende begroting werd gebracht te vervangen door het werkelijk resultaat van de afgesloten begrotingsrekening. Wanneer echter het inbrengen van het werkelijk resultaat van de afgesloten begrotingsrekening een tekort veroorzaakt of vergroot, neemt de raad wel de passende maatregelen om het begrotingsevenwicht te herstellen. In de meergemeentzone kan dit slechts gebeuren na overleg met en akkoord van de afzonderlijke gemeenteraden. Zie terzake artikel 9, derde en vierde lid, van het ARPC.

De begrotingswijzigingen zijn onderworpen aan dezelfde procedures als deze die toepasbaar zijn op de begroting.

Zo is het specifiek toezicht dat van toepassing is op de begrotingen van de politiezone onverkort van toepassing op de wijzigingen die de politiezone aan de politiebegroting aanbrengt. Het specifiek toezicht kwam reeds aan bod in punt 1.1.1. van huidige omzendbrief.

Inzake doorzending van de begrotingswijziging(en) dient de begrotingswijziging vergezeld te zijn van, naargelang het geval, volgende documenten:

1° een verslag bevattende een synthese van de begrotingswijziging; het verslag bevat conform artikel 14 van het ARPC een behoorlijke rechtvaardiging voor elk krediet en bevat eventueel de wijzigingen inzake het algemeen en financieel beleid van de politiezone;

2° l'avis de la commission budgétaire comme visé à l'article 11 du RGCP;

3° au cas où il y aurait une modification du coût en personnel, un tableau modifié comprenant toutes les données relatives au personnel qui justifient les données budgétaires; il fait au moins mention de l'échelle des traitements, de l'ancienneté pécuniaire, des indemnités et des allocations de chaque membre du personnel (le cas échéant selon le matricule, numéro interne); en la matière, le module de calcul pour l'estimation des dépenses en personnel mis à disposition au niveau fédéral (cf. point 2.1.2.2 de la présente circulaire) peut servir de base;

4° au cas où il y aurait une modification des prêts ou de la charge de prêt, un tableau modifié des prêts et de l'évolution de la dette;

5° au cas où il y aurait des dépenses extraordinaires ou du financement prévu, un tableau de financement adapté;

6° la preuve que l'affichage annonçant au public la possibilité pour tout un chacun de consulter la modification budgétaire, a été exécuté comme le prévoit l'article 34 de la LPI (peut être transmise séparément, mais en tout cas avant l'échéance du délai de tutelle).

En ce qui concerne l'envoi et la transmission des exemplaires sur support papier et du fichier électronique, les dispositions mentionnées au point 1.4 sont intégralement d'application aux modifications budgétaires.

2. DIRECTIVES RELATIVES AU BUDGET DU SERVICE ORDINAIRE

En ce qui concerne les normes budgétaires minimales, je vous prie d'inscrire au budget ordinaire des dépenses 'exercice N', au minimum, les crédits budgétaires nécessaires pour la rémunération correcte du personnel et pour le bon fonctionnement de la zone de police.

2.1. DEPENSES ORDINAIRES - PERSONNEL (70)

2.1.1. Effectif minimal

L'arrêté royal du 5 septembre 2001 déterminant pour chaque zone l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale, tout en tenant compte des caractéristiques spécifiques de la zone, reste intégralement d'application.

J'attire votre attention sur le fait qu'il convient de consentir suffisamment d'efforts pour obtenir l'effectif minimal. Les crédits nécessaires doivent donc être prévus à cet effet.

2.1.2. Estimation des dépenses en personnel

2.1.2.1. Généralités

Les dépenses en personnel doivent être estimées de manière réaliste en tenant compte des facteurs suivants :

— Le respect de l'arrêté royal du 5 septembre 2001.

— L'attribution d'augmentations périodiques et leur timing.

— L'augmentation ou la diminution probable ou réelle du nombre de membres du personnel.

— Les prévisions mensuelles pour l'indice santé : pour des informations récentes en la matière, vous pouvez consulter le site Internet du Bureau fédéral du Plan (<http://www.plan.be>).

— En ce qui concerne les traitements et allocations, indemnités et primes non liées aux prestations, le budget 'exercice N' comprend les crédits budgétaires nécessaires pour les mois suivants, afin de répondre aux obligations/dépenses durant l'exercice 'exercice N' :

* décembre 'exercice N-1' jusque novembre 'exercice N' en ce qui concerne

— les anciens membres du personnel de la police fédérale ;

— les anciens membres du personnel communal qui ne possédaient pas le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la police communale au 31 mars 2001;

— tous les nouveaux membres du personnel engagés depuis le 1^{er} avril 2001 (ils n'ont pas acquis le droit au paiement par anticipation au 1^{er} avril 2001);

* par disposition transitoire, les traitements de janvier 'exercice N' jusque décembre 'exercice N' en ce qui concerne les anciens membres du corps opérationnel de la police communale qui avaient acquis le droit au paiement par anticipation avant le 1^{er} avril 2001.

On procède en exécution de l'article XII.XI.59. de l'AR du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPol) (4).

En exécution de l'article XI.II.13. § 1^{er}, PJPol, tous les membres de la police intégrée seront, aux termes des dispositions transitoires, payés à terme échu et suivant le même échéancier que celui applicable aux fonctionnaires des ministères fédéraux.

Les crédits pour les traitements de décembre 'exercice N-1' et les allocations, indemnités et primes non liées aux prestations de décembre 'exercice N-1' ne doivent pas être budgétisés dans les exercices antérieurs, ils peuvent être budgétisés dans l'exercice financier 'exercice N' proprement dit.

— En ce qui concerne les allocations, indemnités et primes liées aux prestations (qui ne sont pas versées mensuellement avec le traitement), le budget 'exercice N' comprend les crédits budgétaires nécessaires pour la dernière période de référence de 'exercice N-1' jusqu'à l'avant-dernière période de référence de 'exercice N'.

2° het advies van de begrotingscommissie zoals bedoeld in artikel 11 van het ARPC;

3° ingeval van wijziging van de personeelskosten, een gewijzigde tabel bevattende alle personeelsgegevens die de nieuwe begrotingscijfers verantwoorden; zij bevat minstens de vermelding van de loonschaal, de geldelijke anciënniteit en de vergoedingen en toelagen van elk personeelslid (desgevallend volgens stamnummer, intern nummer...); hierbij kan de berekeningsmodule voor de raming van de personeelskosten, welke federaal ter beschikking wordt gesteld als basis dienen;

4° ingeval van wijziging van de leningen of leningslast, een gewijzigde tabel van de leningen en de evolutie van de schuld;

5° ingeval van wijziging van de buitengewone uitgaven of van de voorziene financiering, een aangepaste financieringstabel;

6° het bewijs dat de aanplakking waarbij inzagemogelijkheid van eenieder in de begrotingswijziging aan het publiek kenbaar gemaakt werd, werd uitgevoerd zoals bepaald in de WGP - artikel 34 (mag afzonderlijk worden verzonden, maar in elk geval vóór het verstrijken van de toezichttermijn).

Inzake verzending en doorzending van de papieren exemplaren en het elektronisch bestand zijn de bepalingen vermeld onder punt 1.4. onverkort van toepassing op de begrotingswijzigingen.

2. ONDERRICHTINGEN BETREFFENDE DE GEWONE DIENST

Wat de minimale begrotingsnormen betreft, verzoek ik u om in de gewone uitgaven-begroting 'dienstjaar N' minimaal de begrotingskredieten in te schrijven die noodzakelijk zijn voor de correcte bezoldiging van het personeel en voor een goede werking van de politiezone.

2.1. DE GEWONE UITGAVEN - PERSONEEL (70)

2.1.1. Het minimaal effectief

Het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende de bepaling voor elke politiezone van het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie, rekening houdend met de specifieke kenmerken van die zone, blijft onverkort van toepassing.

Ik vestig uw aandacht op het feit dat er voldoende inspanningen moeten worden geleverd om het minimale effectief te halen. De nodige kredieten hiertoe moeten dus worden voorzien.

2.1.2. Raming van de personeelsuitgaven

2.1.2.1. Algemeen

De personeelsuitgaven dienen realistisch te worden geraamd rekening houdend met volgende factoren :

— Inachtneming van het koninklijk besluit van 5 september 2001.

— Toekenning van periodieke verhogingen en het tijdstip ervan.

— De reële of de waarschijnlijke stijging of daling van het aantal personeelsleden.

— De maandvooruitzichten voor de gezondheidsindex : voor de meest actuele informatie hierover kan u terecht op de site van het Federaal Planbureau (<http://www.plan.be>).

— Inzake wedden en niet-prestatiegebonden toelagen, vergoedingen en premies, bevat de begroting 'dienstjaar N' de nodige begrotingskredieten voor de volgende maanden, teneinde te voldoen aan de verplichtingen/uitgaven in de loop van het 'dienstjaar 'dienstjaar N' :

* december 'dienstjaar N-1' tot en met november 'dienstjaar N' voor wat betreft :

— de gewezen personeelsleden van de federale politie;

— de gewezen gemeentelijke personeelsleden die niet het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van de gemeentepolitie op 31 maart 2001;

— alle nieuwe, sinds 1 april 2001, aangeworven personeelsleden (zij hebben immers het recht van voorafbetaling niet verworven vóór 1 april 2001);

* bij overgangsregeling, januari 'dienstjaar N' tot en met december 'dienstjaar N' voor wat betreft de gewezen leden van het operationeel korps van de gemeentepolitie die het recht op voorafbetaling verworven hadden vóór 1 april 2001.

Dit in uitvoering van artikel XII.XI.59. van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPol) (4).

Op termijn zullen alle personeelsleden van de geïntegreerde politie, in uitvoering van artikel XI.II.13. § 1. RPPol, betaald worden na verval van termijn en volgens hetzelfde tijdschema als de ambtenaren van de federale ministeries.

De kredieten voor de wedden december 'dienstjaar N-1' en de niet-prestatiegebonden toelagen, vergoedingen en premies december 'dienstjaar N-1' dienen niet te worden begroot binnen de vorige dienstjaren, zij mogen worden begroot binnen het eigenlijk financieel 'dienstjaar 'dienstjaar N'.

— Inzake de prestatiegebonden toelagen, vergoedingen en premies (die NIET maandelijks samen met de wedde worden uitbetaald) bevat de begroting 'dienstjaar N' de nodige begrotingskredieten voor de laatste referentieperiode 'dienstjaar N-1' tot en met de voorlaatste referentieperiode 'dienstjaar N'.

En exécution de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPol), l'obligation de paiement de nombreuses allocations, indemnités et primes liées aux prestations se situe dans le courant du second mois qui suit le mois/la période de référence où les prestations ont été effectuées.

Les allocations, indemnités et primes liées aux prestations concernant les prestations effectuées au cours de la dernière période de référence 'exercice N-1' ne doivent pas être budgétisées dans les exercices antérieurs, elles peuvent être budgétisées dans l'exercice financier 'exercice N' proprement dit.

— Les dépenses en personnel relatives au personnel civil actif dans le cadre des contrats de sécurité et de société ne sont pas budgétisées dans le budget de police, mais dans le budget communal en question. L'allocation spécifique 'exercice N' grâce à laquelle le Gouvernement tient son engagement envers les communes avec un contrat de sécurité et de société, est attribuée à la commune et non à la zone. Cependant, rien ne s'oppose à ce que le personnel civil puisse travailler pour la zone. Cette matière peut être réglée dans la répartition intrazonale.

— De même, les dépenses en personnel relatives au personnel civil chargé de tâches qui ne font pas partie des missions de police (par exemple : casier judiciaire) ne peuvent être budgétisées dans le budget de police.

— Les « communications de l'O.N.S.S.A.P.L. concernant la réforme des polices » traitent des différents éléments salariaux qui sont soumis aux cotisations de la sécurité sociale et de retraite; ces communications peuvent être consultées sur le site Internet de l'O.N.S.S.A.P.L. : <http://www.onssapl.fgov.be>.

Ci-dessous les pourcentages des cotisations de sécurité sociale et de retraite qui, pour l'exercice 'exercice N', sont intégralement d'application aux statutaires, aux contractuels et aux ACS.

(4) « Par dérogation à l'article XI.II.13, § 1^{er}, qu'il ait ou non fait usage de l'option pour le maintien de son statut d'origine, le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent Arrêté, conserve le droit au paiement de son traitement par anticipation si celui-ci lui était d'application avant la date d'entrée en vigueur du présent Arrêté.

Il en est de même des allocations ainsi que de tout autre élément de la rémunération payé en même temps que le traitement. Toutefois, le paiement des allocations familiales n'est pas visé par le présent article. »

Les pourcentages des cotisations de sécurité sociale et de retraite qui sont d'application en 2008

In uitvoering van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPol) situeert de verplichting tot uitbetaling van prestatiegebonden toelagen, vergoedingen en premies zich in de tweede maand volgend op de referentieperiode waarin de prestaties werden verricht.

De prestatiegebonden toelagen, vergoedingen en premies met betrekking tot prestaties verricht in de laatste referentieperiode 'dienstjaar N-1' dienen niet te worden begroot binnen de vorige dienstjaren, zij mogen worden begroot binnen het eigenlijk financieel 'dienstjaar 'dienstjaar N'.

— De personeelsuitgaven met betrekking tot het burgerpersoneel werkzaam in het kader van de samenlevings- en veiligheidscontracten worden niet gebudgetteerd in de politiebegroting maar in de desbetreffende gemeentebegroting. De specifieke toelage 'dienstjaar N', waarmede de overheid haar engagement tegenover de gemeenten met een samenlevings- en veiligheidscontract nakomt, wordt toegekend aan de gemeente en niet aan de zone. Niets belet echter dat dit burgerpersoneel kan werken ten behoeve van de zone. In dit geval kan dit verrekend worden in de intrazonale verdeling.

— De personeelsuitgaven met betrekking tot het burgerpersoneel dat belast wordt met taken die niet behoren tot de politionele opdrachten (vb. Strafrecht) mogen evenmin in de politiebegroting worden gebudgetteerd.

— De "Mededelingen van R.S.Z.P.P.O. betreffende de politiehervorming", waarin de onderwerping van de verschillende bezoldigingselementen aan sociale zekerheids- en pensioenbijdragen wordt behandeld; deze mededelingen kunnen worden geraadpleegd op de site van R.S.Z.P.P.O. (<http://www.rszzppo.fgov.be>).

De percentages sociale zekerheids- en pensioenbijdragen die van toepassing zijn in 'dienstjaar N' op respectievelijk de vastbenoemden, de contractuelen en de Gesco's :

(4) « In afwijking van artikel XI.II.13. § 1., en ongeacht of men gebruik maakt van de keuzemogelijkheid voor het behoud van zijn oorspronkelijk statuut, behoudt het actueel personeelslid van het operationeel kader dat het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het recht op voorafgaande betaling van zijn wedde indien dit op hem van toepassing was vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Hetzelfde geldt voor toelagen en eender welk ander, samen met de wedde betaald, onderdeel van de bezoldiging. De betaling van kinderbijslag wordt echter niet bedoeld door dit artikel. »

De percentages sociale zekerheids- en pensioenbijdragen die van toepassing zijn in 2008

	STATUTAIRE		CONTRACTUELS		ACS	
	COTISATION		COTISATION		COTISATION	
	Employeur	Employé	Employeur	Employé	Employeur	Employé
Santé publique	3,80 %	3,55 %	3,80 %	3,55 %	-	3,55 %
Fonds des équipements et des services collectifs	0,05 %	-	0,05 %	-	0,05 %	-
Allocations familiales	5,25 %	-	5,25 %	-	-	-
Maladies professionnelles	0,17 %	-	0,17 %	-	-	-
Fonds amiante	0,01 %	-	0,01 %	-	0,01 %	-
Modération salariale	6,19 %	-	6,91 %	-	5,67 %	-
Indemnités journalières	-	-	2,35 %	1,15 %	-	1,15 %
Chômage	-	-	1,46 %	0,87 %	-	0,87 %
SOUS-TOTAL	15,47 %	3,55 %	20,00 %	5,57 %	5,73 %	5,57 %
Pensions	20,00 %	7,50 %	8,86 %	7,50 %	-	7,50 %
TOTAL	35,47 %	11,05 %	28,86 %	13,07 %	5,73 %	13,07 %
Accidents de travail	Contrat (estimation 1,7 %)		Contrat (estimation 1,7 %)		Contrat (estimation 1,7 %)	
Service social commun	0,15 %	-	0,15 %	-	0,15 %	-

	VASTBENOEMDEN		CONTRACTUELEN		GESCO'S	
	BIJDRAGE		BIJDRAGE		BIJDRAGE	
	WG	WN	WG	WN	WG	WN
Gezondheidszorg	3,80 %	3,55 %	3,80 %	3,55 %	-	3,55 %
Fonds voor collectieve uitrustingen en diensten	0,05 %	-	0,05 %	-	0,05 %	-
Kinderbijslag	5,25 %	-	5,25 %	-	-	-
Beroepsziekten	0,17 %	-	0,17 %	-	-	-

	VASTBENOEMDEN		CONTRACTUELEN		GESCO'S	
	BIJDRAGE		BIJDRAGE		BIJDRAGE	
	WG	WN	WG	WN	WG	WN
<i>Asbestfonds</i>	0,01 %		0,01 %		0,01 %	
<i>Loonmatiging</i>	6,19 %	-	6,91 %	-	5,67 %	-
<i>Ziekte-uitkeringen</i>	-	-	2,35 %	1,15 %	-	1,15 %
<i>Werkloosheid</i>	-	-	1,46 %	0,87 %	-	0,87 %
SUBTOTAAL	15,47 %	3,55 %	20,00 %	5,57 %	5,73 %	5,57 %
<i>Pensioenen</i>	20,00 %	7,50 %	8,86 %	7,50 %	-	7,50 %
TOTAAL	35,47 %	11,05 %	28,86 %	13,07 %	5,73 %	13,07 %
<i>Arbeidsongevallen</i>	Contract (raming 1,7 %)		Contract (raming 1,7 %)		Contract (raming 1,7 %)	
<i>Gemeenschappelijke sociale dienst</i>	0,15 %		0,15 %		0,15 %	

En septembre 2006, l'indice pivot pour les traitements des agents de l'Etat et les allocations sociales a été dépassé. Conformément aux perspectives mensuelles pour l'indice santé, le prochain dépassement de l'indice pivot (actuellement 106,22) aurait lieu en janvier 2008. En conséquence de ce dépassement, on devrait assister, en février 2008 pour les allocations sociales et en mars 2008 pour les traitements des agents de l'Etat, à une adaptation de 2 % au coût de la vie qui aura augmenté.

Pour des informations récentes en la matière, vous pouvez consulter le site Internet du Bureau fédéral du Plan [<http://www.plan.be>].

Je tiens par ailleurs à vous signaler qu'en ce qui concerne les pourcentages des cotisations de sécurité sociale et de retraite qui seront applicables en 2008, les employeurs seront redevables d'une nouvelle cotisation destinée au financement du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante.

Cette nouvelle cotisation patronale destinée au financement du Fonds amiante est due à partir du 1^{er} avril 2007 et son taux est de 0,01 % sur les rémunérations prises en considération pour le calcul des cotisations de sécurité sociale. Celle-ci est due pour toute personne soumise aux cotisations patronales de sécurité sociale et pour les étudiants.

De plus amples informations sont également disponibles dans la Communication 2007/10 du 30/07/2007 sur le site Internet de l'ONSSAPL [<http://www.onssapl.fgov.be>].

2.1.2.2. Module de calcul des coûts en personnel

Afin d'aider les zones de police dans l'estimation réaliste des dépenses de personnel, le module de calcul « BudgPersPZAutom-f » est mis à votre disposition via le site web www.ssgpi.be (voir rubrique « Réglementation financière » qui traite des manuels).

Les données qui sont nécessaires pour compléter le module de calcul sont également transmises, via le site Internet de l'environnement protégé « VERA », par le SSGPI/SCDF aux comptables spéciaux ainsi qu'à d'autres mandataires éventuels. Le module de calcul et les fichiers à importer sont fournis sous la forme d'un fichier zip et doivent être « décompressés ».

Depuis septembre 2006, il est possible d'importer automatiquement ces données fournies. La seconde procédure prévue (« traitement/encodage des données ») calcule, ventile et totalise par code économique dans les onglets prévus, comme décrit dans le manuel sous le Chapitre 1^{er} « Chargement de fichiers ».

Les ajouts, suppressions et autres interventions nécessaires propres à la zone par l'utilisateur pour parvenir à budgétiser correctement les coûts en personnel, sont décrits au Chapitre 5 « Interventions ».

Un éventuel appui supplémentaire peut être demandé en appelant le Contactcenter du SSGPI au numéro 02/554 43 16 ou par courriel : ssgpi.helpdesk@police.be.

Remarques supplémentaires :

— Le programme calcule pour chaque membre du personnel, sur la base d'une ou deux échelles barémiques et anciennetés, un traitement moyen, en tenant compte de l'évolution de l'ancienneté pécuniaire. Les promotions barémiques éventuelles ou les promotions de grade doivent être introduites (avec mention éventuelle d'une date de validité). La possibilité de calculer le coût individuel d'une promotion par membre ou relative à des groupes (filtrés) figure dans les versions disponibles depuis mars 2007.

In september 2006 werd de spilindex voor de overheidswedden en sociale uitkeringen overschreden. Overeenkomstig de maandvooruitzichten voor de gezondheidsindex zou de volgende overschrijding van de spilindex (momenteel 106,22) plaatsvinden in januari 2008. Als gevolg daarvan zouden de sociale uitkeringen in februari 2008 en de wedden van het overheidspersoneel in maart 2008 met 2 % aangepast worden aan de gestegen levensduurte.

Voor de meest actuele informatie hierover kan u terecht op de site van het Federaal Planbureau [<http://www.plan.be>].

Ik wil er u tevens op wijzen dat m.b.t. de percentages sociale zekerheids- en pensioenbijdragen die van toepassing zijn in 2008 er een nieuwe bijdrage ten laste van de werkgevers is verschuldigd en ter financiering van het Schadeloosstellingfonds voor asbestslachtoffers.

Deze nieuwe patronale bijdrage tot financiering van het Asbestfonds is verschuldigd vanaf 1 april 2007 en bedraagt 0,01 % van het aan sociale zekerheidsbijdragen onderworpen loon. Dit is verschuldigd voor alle personen onderworpen aan werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid en voor studenten.

Meer informatie kan u tevens terugvinden in Mededeling 2007/10 van 30/07/2007 op de site van RSZPFO [<http://www.rszppo.fgov.be>].

2.1.2.2. Berekeningsmodule personeelskosten

Om de politiezones te helpen bij het realistisch ramen van de personeelsuitgaven wordt u de berekeningsmodule « BudgPersPZAutom-n » ter beschikking gesteld via de website www.ssgpi.be (zie rubriek « Handleidingen »).

De gegevens, nodig om de berekeningsmodule in te vullen, worden eveneens via de website in de beschermde omgeving « VERA » door SSGPI/CDVU aangeleverd aan de bijzondere rekenplichtigen en eventuele andere gemachtigden. De berekeningsmodule en de in te lezen bestanden worden aangeleverd onder de vorm van een zip-bestand en dienen « uitgepakt » te worden.

Sedert september 2006 is het mogelijk deze aangeleverde gegevens automatisch in te lezen. De tweede ingebouwde procedure « verwerking van de gegevens » berekent, ventileert en totaliseert per economische code in de voorziene tabbladen, zoals beschreven in de handleiding onder hoofdstuk 1 : « Laden van de bestanden ».

Toevoegingen, schrappingen en andere noodzakelijke tussenkomsten eigen aan de zone van de gebruiker, om tot een correcte begroting inzake personeelskosten te komen, worden beschreven in hoofdstuk 5 : « Interventies ».

Eventueel bijkomende ondersteuning kan aangevraagd worden via het Contactcenter van het SSGPI op het nummer 02/554 43 16 of via e-mail : ssgpi.helpdesk@police.be.

Opmerkingen en beperkingen :

— Het programma berekent voor elk personeelslid, op basis van een of twee loonschalen en anciënniteiten, een gemiddelde wedde, rekening houdend met de evolutie van de geldelijke anciënniteit. De eventuele baremische bevorderingen of de bevorderingen in graad moeten worden ingebracht (eventueel met een geldigheidsdatum). De mogelijkheid om de afzonderlijke kostprijzen van deze bevordering per lid of van (gefilterde) groepen te berekenen werd ingebouwd vanaf de versies die sedert maart 2007 ter beschikking werden gesteld.

— L'extraction « Budget éléments barémiques » livrée fin août 2007, comprend pour la première fois, pour les membres du cadre administratif et logistique, les nouvelles échelles de traitement dont le mode de calcul se trouve sur la feuille « NewBarCal » du Module.

— Le régime de travail et/ou le temps de présence au cours de l'année à budgétiser, doit (doivent) être adapté(s) si nécessaire.

— Quasiment toutes les allocations et indemnités possibles ont été prévues. Ces données, fournies par le biais de VERA dans la feuille « Budget suppléments » comprennent les nombres ou montants s'étalant sur une période de référence de 1 an. Ce faisant, lors du traitement des données, on calcule pour la prochaine année à budgétiser une valeur approchée conforme à la réalité. Il convient d'introduire les éventuels choix politiques en matière de prestations majorées ou réduites.

— Le traitement, le pécule de vacances, la prime de fin d'année et toutes les allocations et indemnités, ainsi que les cotisations patronales, ont été subdivisés par code économique avec ajout éventuel d'un sous-code. Ils sont repris en tête de ligne ou de colonne sur les feuilles Tab comportant les calculs individuels et sur les feuilles comprenant les montants totalisés. En ce qui concerne les éventuelles allocations et indemnités encore manquantes, il faudra procéder à une évaluation à part. Le module de calcul des coûts en personnel prévoit la possibilité de regrouper les différentes lignes détail selon les codes économiques sur la feuille « Total€Code » qui se compose de deux parties.

— Les lignes ou colonnes vides (pas de données à traiter ou résultat nul) sont « masquées » par l'intermédiaire du menu standard Excel et ce, tant pour l'affichage à l'écran que pour les imprimés. La suppression de ces lignes ou colonnes provoquera des mentions d'erreur.

— Si nécessaire, l'index pour l'année 2008 qui figure sur la feuille « Para » doit être adapté après publication du Bureau du Plan. Si l'on veut obtenir le calcul exact, il faudra adapter sur cette feuille certains paramètres propres à la zone concernée.

De plus amples informations sont également disponibles dans le Memo 83 du 16/07/2007 sur le site de la CGL [http://www.infozone.be].

2.1.2.3. Sous-fonctions éventuelles concernant les dépenses de personnel

Conformément au module de calcul mis à disposition, les sous-fonctions 33001 jusqu'à 33069 sont réservées pour la budgétisation des dépenses de personnel du cadre opérationnel. La marge permet, et ce, dans l'attente d'une comptabilité analytique à part entière, d'effectuer une subdivision analytique éventuelle en fonction des besoins de la zone.

Les sous-fonctions 33070 jusque 33097 sont réservées au personnel administratif et logistique (CALOG).

Les dépenses de personnel relatives aux ACS transférés vers les zones de police doivent être budgétisées dans le budget de police, tout comme la prime qui y est liée. Il faut budgétiser la prime de l'Autorité supérieure pour les ACS sous l'article 330/465-05.

La sous-fonction 33098 est réservée à la budgétisation de l'allocation au secrétaire de la zone de police. L'allocation au secrétaire est facultative et peut être fixée par le conseil conformément à l'article 32bis de la LPI, en tenant compte des conditions de l'AR du 29 novembre 2001 fixant l'allocation du comptable spécial de la zone de police (Moniteur belge du 12 décembre 2001). L'allocation est uniquement soumise aux cotisations de la sécurité sociale et donc pas à la cotisation de retraite.

La sous fonction 33099 est réservée à la budgétisation de l'allocation du comptable spécial. Il s'agit du cas où un receveur communal, un membre du personnel de la commune ou du C.P.A.S. remplit la fonction de comptable spécial, conformément à l'article 30. Si un receveur régional agit en tant que comptable spécial, veuillez vous référer au point 2.3 de la présente circulaire.

Conformément à l'article 32 de la LPI, l'allocation est fixée par le conseil, conformément aux conditions de l'AR du 29 novembre 2001 fixant l'allocation du comptable spécial de la zone de police (Moniteur belge du 12 décembre 2001). L'allocation est uniquement soumise aux cotisations de la sécurité sociale et donc pas à la cotisation de retraite.

La sous-fonction 33000 ne peut pas être utilisée.

2.1.2.4. Codes économiques concernant les dépenses de personnel

Les codes économiques mentionnés dans le module de calcul coût en personnel sont purement informatifs. Le résultat qui vous a été communiqué par le biais de la circulaire PLP28 - annexe I reste intégralement d'application pour 2005, excepté la modification portant sur le pécule de vacances et la prime Copernic qui doivent être inscrits sous le même code économique (112-01 ou 112-02 pour les ACS). En ce qui concerne le remboursement des coûts salariaux (c.-à-d. traitement, allocations, cotisations patronales, etc.) du personnel détaché auprès de la zone de police, le code économique 122-06 est d'application. En ce qui concerne les fonctionnaires de police fédéraux détachés auprès des zones de police moyennant rétribution, un fonds budgétaire organique fédéral a été créé fin 2003 pour les opérations qui découlent du paiement par la police fédérale et du remboursement par les zones de police concernées.

— De extractie "Budget baremische elementen" die werd aangeleverd eind augustus 2007, bevat voor de eerste maal, voor de leden van het administratief en logistiek kader, de nieuwe loonschalen waarvan het verloop terug te vinden is op het blad « NewBarCal » van de Module.

— Het werkregime en/of de aanwezigheidstermijn binnen het te begroten jaar moet waar nodig worden aangepast.

— Bijna alle mogelijke toelagen en vergoedingen werden voorzien. Deze gegevens aangeleverd via VERA in het blad « Budget supplementen » bevatten de aantallen of bedragen lopende over een referentieperiode van 1 jaar. Hierdoor wordt bij de verwerking een werkelijkheidsgetrouwe berekening voor het volgende te begroten jaar benaderd. Eventuele beleidsopties inzake verhoogde of verminderde prestaties moeten worden ingebracht.

— De wedde, het vakantiegeld, de eindejaarspremie en alle voorziene toelagen en vergoedingen evenals de patronale bijdragen werden onderverdeeld per economische code met eventuele toevoeging van een ondercode. Zij worden als rij- of kolomhoofden hernomen op de tabbladen met de individuele berekeningen en de bladen met de getotaliseerde bedragen. Voor de eventueel nog ontbrekende toelagen en vergoedingen zal men een afzonderlijke inschatting dienen te maken.

— De berekeningsmodule personeelskosten voorziet in de mogelijkheid van een her-groepering van de verschillende detaillijnen volgens de economische codes op het blad « totaal€code », dat uit twee delen bestaat.

— Lege kolommen of rijen (geen te verwerken gegevens of nul resultaat) worden via het standaard excelmenu « verborgen » zowel voor schermweergave als voor outprints. Het verwijderen van deze rijen of kolommen veroorzaakt foutmeldingen.

— De opgegeven index voor het jaar 2008 op het blad « Para » dient zo nodig na publicatie van het Planbureau aangepast te worden. Wil men de correcte berekening bekomen moeten bepaalde parameters eigen aan de zone op dit blad aangepast worden.

Meer informatie kan u tevens terugvinden in Memo 83 van 16/07/2007 op de site van CGL [http://www.infozone.be].

2.1.2.3. Mogelijke subfuncties inzake personeelsuitgaven

Conform de ter beschikking gestelde berekeningmodule zijn de subfuncties 33001 tot en met 33069 voorbehouden voor de budgettering van de personeelsuitgaven van het operationeel kader. De marge laat toe om in afwachting van een volwaardige analytische boekhouding een eventuele analytische uitsplitsing te maken volgens de behoeften van de zone.

De subfuncties 33070 tot en met 33097 worden voorbehouden voor het administratief en logistiek personeel (CALOG).

De personeelsuitgaven in verband met de Gesco's die naar de politiezones werden overgeheveld dienen in de politiebegroting te worden gebudgetteerd, evenals de eraan verbonden premie. De premie van de hogere overheden voor de Gesco's dient te worden gebudgetteerd onder artikel 330/465-05.

De subfunctie 33098 wordt voorbehouden voor de budgettering van de toelage aan de secretaris van de politiezone. De toelage aan de secretaris is facultatief en kan conform artikel 32bis van de WGP worden vastgesteld door de raad binnen de voorwaarden van het koninklijk besluit van 29 november 2001 tot vaststelling van de toelage van de bijzondere rekenplichtige van de politiezone (Belgisch Staatsblad van 12 december 2001). De toelage is alleen onderworpen aan de sociale zekerheidsbijdragen, dus niet aan een pensioenbijdrage.

De subfunctie 33099 wordt voorbehouden voor de budgettering van de verplichte toelage aan de bijzondere rekenplichtige. Het betreft hier het geval waarbij een gemeententoonvanger, een ontvanger van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn (OCMW) of een personeelslid van een gemeente of OCMW, conform artikel 30 van de WGP, optreedt als bijzondere rekenplichtige. Indien een gewestelijke ontvanger optreedt als bijzondere rekenplichtige, zie punt 2.3. van huidige omzendbrief

De toelage wordt conform artikel 32 van de WGP vastgesteld door de raad binnen de voorwaarden van het koninklijk besluit van 29 november 2001 tot vaststelling van de toelage van de bijzondere rekenplichtige van de politiezone (Belgisch Staatsblad van 12 december 2001). De toelage is alleen onderworpen aan de sociale zekerheidsbijdragen, dus niet aan een pensioenbijdrage.

De subfunctie 33000 mag niet worden gebruikt.

2.1.2.4. De economische codes inzake personeelsuitgaven

De economische codes inzake de personeelsuitgaven zijn eenduidig vastgelegd. Het resultaat, meegedeeld in omzendbrief PLP 28, blijft onverkort van toepassing, mits de aanpassing dat vakantiegeld en Copernicuspremie op één en dezelfde economische code (112-01 of 112-02 voor Gesco) dienen te worden geboekt. Inzake de terugbetaling van de loonkosten (d.i. wedden, toelagen, werkgeversbijdragen e.a.) van het bij de politiezone gedetacheerd personeel is de economische code 122-06 van toepassing. Met betrekking tot de tegen betaling gedetacheerde federale politiebambtenaren bij de politiezones werd eind 2003 een federaal organiek begrotingsfonds opgericht voor de verrichtingen voortvloeiend uit de betaling door de federale politie en hun terugbetaling door de betreffende politiezones.

2.1.3. Responsabilités SCDF - SSGPI - Zone de police

2.1.3.1. Missions du SCDF

L'article 478 de la Loi-programme du 27 décembre 2004 reformule l'article 140ter de la LPI comme suit :

Le Service central des Dépenses fixes (SCDF) est chargé du calcul des dépenses fixes qui concernent les membres du personnel de la police fédérale et de celles concernant les membres du personnel de la police locale de la commune ou de la zone pluricommunale.

Par dépenses fixes, l'on entend :

1° les obligations pécuniaires de la police fédérale et des zones de police qui découlent de leur statut d'employeur;

2° les pensions, rentes et compléments de pension.

Cette mission comprend :

1° le calcul des salaires, des droits apparentés et des pensions;

2° l'établissement des déclarations imposées en matière sociale et fiscale;

3° le calcul des contributions et prélèvements légaux et réglementaires;

4° le paiement des pensions, rentes et compléments de pensions;

5° en ce qui concerne la police fédérale, le paiement, aux divers ayants droit, des salaires, des droits apparentés et des prélèvements sociaux et fiscaux, conformément aux dispositions générales applicables aux services du gouvernement fédéral;

6° en ce qui concerne la police locale, l'exécution du paiement pour le compte de la zone ou la transmission des éléments de paiement requis (au SSGPI visé à l'article 149quater);

7° le traitement des litiges;

8° la rédaction des pièces comptables, des pièces de paiement et des pièces justificatives nécessaires.

En ce qui concerne les salaires et les droits apparentés, le SCDF exécute les décisions prises par le service du personnel de la police fédérale ou par ceux de la police locale, chacun pour ce qui concerne son personnel. Ces décisions lui sont transmises par la voie (du SSGPI).

En ce qui concerne les pensions, rentes et compléments de pension, le SCDF exécute les décisions prises par l'Administration des Pensions.

2.1.3.2. Création d'un secrétariat de la police intégrée, structurée à deux niveaux

L'article 140quater de la même loi, inséré par la loi du 2 avril 2001, est abrogé et un titre Vbis est inséré, lequel comporte les articles 149quater à 149nonies et est formulé comme suit : « Titre Vbis. - Le Secrétariat de la police intégrée, structurée à deux niveaux ». Il est créé un « Secrétariat de la police intégrée, structurée à deux niveaux », en abrégé « SSGPI ».

Le SSGPI se trouve sous l'autorité du Ministre de l'Intérieur qui fixe les principes généraux de son organisation, son fonctionnement et sa gestion générale.

La gestion journalière du SSGPI est confiée à un directeur-chef de service qui rend compte directement au Ministre de l'Intérieur. Le directeur-chef de service du SSGPI appartient au cadre administratif et logistique. Les membres du personnel du SSGPI appartiennent au personnel de la police fédérale ou, en application de l'article 96, à la police locale.

Pour la fonction de directeur-chef de service, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, fixer des règles statutaires spécifiques. Le Ministre de l'Intérieur détermine le cadre du personnel du SSGPI.

Après la détermination du cadre organique du SSGPI, le personnel du service Secrétariat social de la direction des Finances, qui relève de la Direction générale des Moyens en matériel de la police fédérale (DMFS), y passe à concurrence du nombre d'emplois. Jusqu'à cette date, ses tâches sont exécutées par le service précité.

— Les missions du SSGPI

Pour permettre au SCDF de remplir sa mission, les services du personnel visés à l'article 140ter, alinéa 4, ou les personnes qu'ils délèguent, vont communiquer au SSGPI les données nécessaires. A cette fin, le SSGPI est chargé, notamment, des missions suivantes :

1° assurer l'application correcte du statut à tous les membres du personnel. Chaque application non conforme est communiquée immédiatement au service du personnel responsable. La direction générale des ressources humaines de la police fédérale peut soumettre, le cas échéant, un avis motivé au Ministre de l'Intérieur;

2° en ce qui concerne la police locale, la communication des résultats du calcul et des données nécessaires pour pouvoir payer à temps aux ayants droit, les traitements, les droits apparentés et les retenues fiscales et sociales;

3° le traitement du recouvrement des paiements indus ou la communication, à l'employeur, des données de base requises à cette fin;

4° la tenue d'une copie du dossier pécuniaire pour chaque membre du personnel salarié;

2.1.3. Verantwoordelijkheden CDVU - SSGPI - Politiezone

2.1.3.1. Opdrachten CDVU

Artikel 478 van de Programmatwet van 27 december 2004 herformuleert artikel 140ter van de WGP als volgt :

De Centale Dienst voor Vaste Uitgaven (CDVU) is belast met de berekening van de vaste uitgaven die betrekking hebben op de personeelsleden van de federale politie en die met betrekking tot de personeelsleden van de lokale politie van de gemeente of van de meergemeentzone.

Onder vaste uitgaven wordt verstaan :

1° de geldelijke verplichtingen van de federale politie en van de politiezones die ontstaan uit hoofde van hun hoedanigheid van werkgever;

2° de pensioenen, renten en pensioencomplementen.

Deze opdracht omvat :

1° de berekening van de wedden, van de aanverwante rechten en van de pensioenen;

2° het vervullen van de sociale en fiscale aangifteverplichtingen;

3° het berekenen van de wettelijke en reglementaire inhoudingen en bijdragen;

4° de betaling van de pensioenen, renten en pensioencomplementen;

5° voor wat de federale politie betreft, de betaling van de wedden, van de aanverwante rechten en van de sociale en fiscale inhoudingen aan de diverse rechthebbenden, overeenkomstig de algemene bepalingen die gelden voor de federale overheidsdiensten;

6° voor wat de lokale politie betreft, het uitvoeren van de betaling voor rekening van de zone of het aanleveren van de vereiste betalingselementen aan (het SSGPI bedoeld in artikel 149quater);

7° de afhandeling van de geschillendossiers;

8° het opmaken van de boekhoudkundige stukken, van de betalingsstukken en van de nodige verantwoordingsstukken.

De CDVU voert, voor wat de wedden en de aanverwante rechten betreft, de beslissingen uit die de personeelsdienst van de federale politie of deze van de lokale politie nemen, elk voor wat hun personeel betreft. Deze beslissingen worden hem overgemaakt door (het SSGPI).

Wat de pensioenen, renten en pensioencomplementen betreft, voert de CDVU de beslissingen genomen door de Administratie der Pensioenen uit.

2.1.3.2. Oprichting van een secretariaat van de geïntegreerde politie, gestructureerd op 2 niveaus

Artikel 140quater van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 2 april 2001, wordt opgeheven en er wordt een titel Vbis ingevoegd, die de artikelen 149quater tot 149nonies omvat, luidende : "Titel Vbis. - Het Secretariaat van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus ». Er wordt een "Secretariaat van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus" opgericht, afgekort "SSGPI".

Het SSGPI staat onder het gezag van de minister van Binnenlandse Zaken die de algemene principes inzake zijn organisatie, zijn werking en zijn algemeen beheer vastlegt.

Het dagelijks beheer van het SSGPI wordt toegewezen aan een directeur-diensthoofd die rechtstreeks verantwoording aflegt aan de minister van Binnenlandse Zaken. De directeur-diensthoofd van het SSGPI behoort tot het administratief en logistiek kader. De personeelsleden van het SSGPI behoren tot het personeel van de federale politie of, met toepassing van artikel 96, tot de lokale politie.

De Koning kan voor het ambt van directeur-diensthoofd van het SSGPI, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, specifieke statutaire regels bepalen. De minister van Binnenlandse Zaken stelt de personeelsformatie van het SSGPI vast.

Na de vaststelling van de personeelsformatie van het SSGPI gaat het personeel van de dienst Sociaal Secretariaat van de directie van de Financiën, van de algemene directie Materiële Middelen van de federale politie (DMFS) ernaar over ten belopen van het aantal betrekkingen. Tot die datum worden zijn taken uitgevoerd door voornoemde dienst.

— De opdrachten van het SSGPI

Om het de CDVU mogelijk te maken zijn opdracht te vervullen, delen de in artikel 140ter, vierde lid, bedoelde personeelsdiensten of de personen aan wie zij hiertoe delegatie verlenen, de nodige gegevens mee aan het SSGPI. Hiervoor heeft het SSGPI inzonderheid de volgende opdrachten :

1° instaan voor de correcte toepassing van het statuut op alle personeelsleden. Elke niet conforme toepassing wordt onverwijld gemeld aan de verantwoordelijke personeelsdienst. De algemene directie personeel van de federale politie kan een gemotiveerd advies voorleggen aan de minister van Binnenlandse Zaken;

2° voor wat de lokale politie betreft, het meedelen van het resultaat van de berekeningen en de gegevens nodig om tijdig de wedden, de aanverwante rechten en de sociale en fiscale inhoudingen aan de rechthebbenden te kunnen betalen;

3° de verwerking van de terugvordering van onverschuldigde betalingen of de mededeling van de daartoe vereiste basisgegevens aan de werkgever;

4° het bijhouden van een kopie van het weddedossier betreffende elk verloond personeelslid;

5° une mission générale d'information;

6° garantir le suivi de la mise en œuvre des données fournies par les services du personnel ou les personnes auxquelles délégation a été donnée. La nature, la forme et la périodicité des données à fournir sont déterminées par le SSGPI, en collaboration avec le SCDF.

Le Ministre de l'Intérieur peut autoriser le SSGPI à remplir des tâches similaires pour d'autres personnes qui reçoivent des versements à charge du budget de la police fédérale ou d'un corps de police locale.

Le SSGPI peut solliciter des services de la police fédérale ou des corps de la police locale ou, si nécessaire, auprès des administrations communales, ainsi qu'auprès de l'inspection générale, tous les documents et pièces nécessaires à l'exécution de sa mission et en prendre copie.

Le SSGPI peut mettre les administrations concernées en demeure.

Lorsque des irrégularités sont constatées dans l'application du statut, le SSGPI en informe immédiatement les autorités compétentes. Dans l'attente d'une décision définitive, le SSGPI peut prendre des mesures conservatoires.

— Le Comité SSGPI

Le fonctionnement du SSGPI est contrôlé par un "Comité consultatif et de contrôle" mixte, dénommé ci-après "le Comité SSGPI", où siègent des représentants tant de la police fédérale que de la police locale - au pro rata du nombre de dossiers personnels traités -, que des organisations syndicales représentatives du personnel des services de police.

Les représentants des organisations syndicales sont des membres sans voix délibérative. Les représentants de la police fédérale sont désignés par le Ministre de l'Intérieur sur proposition du commissaire général et après avis du Ministre de la Justice. Les représentants de la police locale - répartis également entre bourgmestres, chefs de corps et comptables spéciaux - sont désignés par le conseil consultatif des bourgmestres. Ils proviennent tous de zones de police différentes. Le directeur-chef de service du SSGPI est, de plein droit, membre sans voix délibérative du Comité SSGPI.

Pour l'exécution de sa mission, le Comité SSGPI a le droit d'accès aux pièces traitées par le SSGPI. Les membres sont cependant tenus au secret en ce qui concerne les données individualisées ainsi portées à leur connaissance. La violation de ce secret est passible des peines prévues à l'article 458 du Code pénal.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités de la composition, les compétences, les règles de fonctionnement et la durée du mandat des membres du Comité SSGPI.

Le Comité SSGPI transmet ses remarques et avis au Ministre de l'Intérieur. Le Comité SSGPI lui transmet annuellement un rapport global sur ses constatations et sur le fonctionnement général du SSGPI, dont copie est adressée au Ministre de la Justice.

Les frais de fonctionnement du Comité SSGPI sont à charge du SSGPI, également responsable du secrétariat du Comité SSGPI.

2.2. DEPENSES ORDINAIRES - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (71)

2.2.1. Indemnités

En ce qui concerne l'indemnité pour le téléphone, l'entretien de l'uniforme, les frais de repas et de séjour, les déplacements de service, un code économique de la série "121-xx" est utilisé.

Le calcul détaillé des montants budgétisés inscrits sous les codes économiques 121-XX est également repris, selon le type d'indemnité, dans le tableau du personnel de la zone de police. De plus, le module de calcul pour le coût en personnel, mentionné au point 2.1.2.2 de la présente circulaire, peut servir de base.

2.2.2. Achats d'équipement individuel de base et de fonction

L'arrêté royal du 15 juin 2006 relatif à l'équipement de base et à l'équipement fonctionnel général des membres du cadre opérationnel de la police intégrée, structurée à deux niveaux, a récemment été publié (Moniteur belge du 14 juillet 2006).

L'équipement individuel de base et de fonction a déjà été abordé dans de nombreuses circulaires. Ainsi, les mesures transitoires par rapport à l'ancien uniforme sont fixées dans la circulaire GPI 6 du 9 juin 2001 (Moniteur belge du 9 juin 2001).

La composition, le port et l'approvisionnement de l'équipement de base sont réglés dans la circulaire GPI 12 du 7 novembre 2001 relative à l'équipement de base de la police intégrée, structurée à deux niveaux (Moniteur belge du 19 décembre 2001), modifiée par la circulaire GPI 12bis.

Dans la circulaire GPI 31 du 20 décembre 2002 relative au transfert de l'équipement de fonction dans le cadre de la mobilité, les notions « équipement de base » et « équipement de fonction » sont clairement définies (Moniteur belge du 21 janvier 2003).

5° een algemene informatieopdracht;

6° instaan voor de verdere verwerking van de door de personeelsdiensten of de personen aan wie zij hiertoe delegatie verlenen verstrekte gegevens. De aard, de vorm en de periodiciteit van de mee te delen gegevens worden door het SSGPI, in samenwerking met de CDVU, bepaald.

De minister van Binnenlandse Zaken kan het SSGPI machtigen gelijkaardige opdrachten te vervullen voor andere personen die uitbetalingen ontvangen ten laste van de begroting van hetzij de federale politie, hetzij een korps van lokale politie.

Het SSGPI kan, in de diensten van de federale politie of in de korpsen van de lokale politie of zo nodig bij de gemeentebesturen die ze bewaren, alsook bij de algemene inspectie, alle documenten en stukken die nodig zijn voor de uitvoering van zijn opdracht raadplegen en er kopie van maken.

Het SSGPI kan de betrokken administraties in gebreke stellen.

Ingeval van vaststelling van onregelmatigheden in de toepassing van het statuut licht het SSGPI onverwijld de bevoegde overheden hiervan in. In afwachting van een definitieve beslissing kan het SSGPI bewarende maatregelen nemen.

— Het Comité SSGPI

De werking van het SSGPI, wordt opgevolgd door een gemengd "Toezicht-houdend en raadgevend comité", hierna "het Comité SSGPI" genoemd, waarin vertegenwoordigers van zowel de federale als van de lokale politie - pro rata het aantal behandelde personeelsdossiers - als van de representatieve vakverenigingen van het personeel van de politiediensten zetelen.

De vertegenwoordigers van de vakverenigingen zijn niet-stemgerechtigde leden. De vertegenwoordigers van de federale politie worden aangewezen door de minister van Binnenlandse Zaken op voordracht van de commissaris-generaal en na advies van de minister van Justitie. De vertegenwoordigers van de lokale politie - gelijk verdeeld over burgemeesters, korpschefs en bijzondere rekenplichtigen - worden aangewezen door de adviesraad van burgemeesters. Zij zijn allen afkomstig uit verschillende politiezones. De directeur-diensthoofd van het SSGPI is van rechtswege niet-stemgerechtigd lid van het Comité SSGPI.

Voor de uitvoering van zijn opdracht heeft het Comité SSGPI inzage in de door het SSGPI behandelde stukken. De leden zijn echter tot geheimhouding verplicht betreffende de geïndividualiseerde gegevens die hen aldus ter kennis zijn gebracht. De schending van dit geheim, wordt bestraft met de straffen bepaald in artikel 458 van het Strafwetboek.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels van de samenstelling, de bevoegdheden, de werkingsregels en de duur van het mandaat van de leden van het Comité SSGPI.

Het Comité SSGPI maakt zijn opmerkingen of adviezen over aan de minister van Binnenlandse Zaken. Jaarlijks bezorgt het Comité SSGPI hem een globaal verslag over zijn vaststellingen en de algemene werking van het SSGPI, waarvoor kopie wordt bezorgd aan de minister van Justitie.

De werkingskosten van het Comité SSGPI vallen ten laste van het SSGPI, dat eveneens instaat voor het secretariaat van het Comité SSGPI.

2.2. DE GEWONE UITGAVEN - WERKINGSKOSTEN (71)

2.2.1. Vergoedingen

In verband met de vergoeding voor telefoon, onderhoud van uniform, maaltijd- en verblijfskost, dienstverplaatsingen wordt een economische code uit de reeks "121-xx" aangewend.

De gedetailleerde berekening van de gebudgetteerde bedragen ingeschreven onder de economische codes 121-XX wordt bijkomend, per soort vergoeding, vermeld in de tabel van het personeel van de politiezone. Hierbij kan de berekeningsmodule voor de personeelskosten vermeld in punt 2.1.2.2 van huidige omzendbrief als basis dienen.

2.2.2. Aankopen individuele basis- en functieuitrusting

Het ministerieel besluit van 15 juni 2006 inzake de basisuitrusting en de algemene functieuitrusting van de leden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus werd gepubliceerd op 14 juli 2006 in het Belgisch Staatsblad.

De basis- en de functieuitrusting kwamen reeds aan bod in talrijke omzendbrieven. Zo worden in de omzendbrief GPI 6 van 9 juni 2001 de overgangsmaatregelen vastgelegd met betrekking tot het vroegere uniform (Belgisch Staatsblad van van 9 juni 2001).

De samenstelling, de dracht en de bevoorrading van de basisuitrusting worden geregeld in de omzendbrief GPI 12 van 7 november 2001 betreffende de basisuitrusting van de geïntegreerde politie op twee niveaus (Belgisch Staatsblad van 19 december 2001), gewijzigd door de omzendbrief GPI 12bis.

In de omzendbrief GPI 31 van 20 december 2002 betreffende de overdracht van de functie-uitrusting bij mobiliteit worden de begrippen basisuitrusting en functieuitrusting duidelijk omschreven (Belgisch Staatsblad van 21 januari 2003).

Les achats doivent être budgétisés sous le code économique 124-05 - "achat d'équipement individuel de base et de fonction".

Lors de la rédaction du budget 'exercice N', il faut tenir compte, conformément à la circulaire précitée GPI 31, du passage – en cas de mobilité de membres du personnel – d'une zone de la police locale à une autre, de la police fédérale à la police locale et de la police locale à la police fédérale. Dans ce cas, le lieu de destination est chargé du financement de l'équipement de fonction.

2.2.3. Location des bâtiments fédéraux

L'arrêté royal du 9 novembre 2003 (Moniteur belge du 29 décembre 2003) organisant les conditions et modalités du transfert de propriété des bâtiments administratifs et logistiques de l'Etat aux communes ou aux zones de police pluricomunales, prévoit notamment les modalités relatives à la location éventuelle des bâtiments fédéraux.

Le loyer conforme au prix du marché est déterminé par le Service public fédéral Finances. A cette fin, la commune ou zone de police pluricomunale prend préalablement contact avec le Service public fédéral Finances et renonce à la location si elle ne parvient pas à un accord sur le loyer avec ce SPF. Le loyer doit être estimé sous le code économique 126-01.

Depuis février 2006, ce montant doit être annuellement indexé sur base de « l'indice santé » ou selon la formule mentionnée sur les avenants du contrat de location.

2.3. DEPENSES ORDINAIRES - TRANSFERTS (72)

Si la fonction de comptable spécial est assurée par un receveur régional, la contribution pour son traitement et pour ses dépenses de fonctionnement doit être prévue sous le code économique 415-01.

Lors de la budgétisation de la contribution en question, il y a lieu de tenir compte de l'évaluation des tâches du receveur régional dans une zone de police :

— *la zone de police est prise en compte pour 1/10 point par habitant;*

— *avec toutefois un minimum de 3.000 points et un maximum de 13.000 points.*

Outre la contribution au coût en personnel, il est possible d'imputer également une contribution pour les frais de transport et de bureau du receveur régional. D'autres dotations budgétisées doivent être motivées.

2.4. DEPENSES ORDINAIRES - DETTE (7X)

2.4.1. Dépenses d'intérêt et d'amortissement

Les dépenses d'intérêt et d'amortissement, concernant aussi bien les prêts réalisés que ceux qui restent à souscrire, sont globalement prévues sous la fonction 330.

Les intérêts et amortissements 'exercice N', relatifs aux prêts transférés, doivent être budgétisés de manière réaliste sur la base des listes qui sont fournies par les institutions financières concernées. Ces listes sont jointes en annexe au budget de police.

Les taux d'intérêt des nouveaux prêts à souscrire sont estimés de manière réaliste en fonction des conditions du marché en vigueur. Pour les nouveaux prêts, une charge d'intérêt de six mois est prévue dans le budget 'exercice N'. Un amortissement de capitaux peut être envisagé en fonction du type de financement qui est prévu, visant toujours le financement le plus avantageux.

Il est indiqué de négocier conjointement les conditions de prêt par des accords de coopération (avec une (des) commune(s), avec d'autres zones de police...) en vue de négocier de meilleures conditions. Le tableau concernant l'évolution de la dette de la zone de police, complété par les nouveaux prêts à souscrire, doit également être joint.

2.4.2. Mécanisme de correction concernant le transfert des bâtiments fédéraux aux zones de police

En exécution de l'article 248quater de la LPI, les bâtiments administratifs et logistiques et leurs terrains qui, au 1^{er} janvier 2001, étaient nécessaires pour l'hébergement des fonctionnaires fédéraux transférés à la police locale, sont transférés aux zones de police.

Les bâtiments transférés et leurs terrains doivent être inclus dans le bilan de la zone de police à partir du 1^{er} janvier 2003.

Le transfert des bâtiments et de leurs terrains n'exige pas d'inscription budgétaire au budget de police. Le transfert de propriété doit seulement être comptabilisé au niveau de la comptabilité générale. Le compte général 10 000 « Capital initial » constitue alors une contrepartie.

De aankopen dienen te worden begroot onder de economische code 124-05 "Aankoop individuele basis- en functieuitrusting".

Bij de opmaak van de begroting 'dienstjaar N' moet, overeenkomstig de voormelde omzendbrief GPI 31, rekening gehouden worden met de overgang bij mobiliteit van personeelsleden tussen de zones van de lokale politie, van de federale naar de lokale politie en van de lokale naar de federale politie. Hierbij staat de plaats van bestemming in voor de financiering van de functieuitrusting.

2.2.3. Huur federale gebouwen

Het koninklijk besluit van 9 november 2003 (Belgisch Staatsblad van 29 december 2003) tot regeling van de voorwaarden en modaliteiten van de eigendomsoverdracht van administratieve en logistieke gebouwen van de Staat naar de gemeenten of meergemeentenpolitiezones voorziet de bepalingen inzake de eventuele huur van federale gebouwen.

De marktconforme huurprijs wordt bepaald door de Federale Overheidsdienst Financiën. De gemeente of meergemeentenpolitiezone neemt hiertoe vooraf contact op met de Federale Overheidsdienst Financiën en verzaakt aan de huur indien zij met de Federale Overheidsdienst Financiën omtrent de huurprijs geen akkoord bereikt. De huur dient te worden geraamd onder de economische code 126-01.

Sinds februari 2006 dient dit bedrag jaarlijks te worden geïndexeerd op basis van de gezondheidsindex of volgens de formule die wordt aangegeven op de bijakten van het huurcontract.

2.3. DE GEWONE UITGAVEN - OVERDRACHTEN (72)

Indien de functie van bijzondere rekenplichtige wordt waargenomen door een gewestelijke ontvanger dient de tussenkomst in zijn wedde en werkingsuitgaven te worden voorzien onder de economische code 415-01.

Bij de budgettering van de betreffende tussenkomst dient rekening te worden gehouden met volgende waardering van de taak van gewestelijke ontvanger in een politieke zone :

— *de politieke zone wordt in aanmerking genomen voor 1/10 punt per inwoner;*

— *met een minimum evenwel van 3000 punten en een maximum van 13.000 punten.*

Het is mogelijk dat naast een bijdrage in de personeelskost ook een bijdrage in de kantoor- en reiskosten van de gewestelijke ontvanger wordt aangerekend. Andere gebudgetteerde toelagen dienen te worden gemotiveerd.

2.4. DE GEWONE UITGAVEN - SCHULD (7X)

2.4.1. Intrest- en aflossingslasten

De intrest- en aflossingslasten, zowel van de opgenomen als van de op te nemen leningen, worden globaal voorzien op de functie 330.

De intresten en aflossingen 'dienstjaar N' met betrekking tot overgedragen leningen dienen realistisch te worden gebudgetteerd op basis van lijsten die door de betreffende financiële instellingen ter beschikking worden gesteld. Betreffende lijsten worden als bijlage bij de politiebegroting gevoegd.

De rentevoeten van de nieuw op te nemen leningen worden realistisch geraamd in functie van de geldende marktvoorwaarden. Voor de nieuwe leningen voorziet men in de begroting 'dienstjaar N' een intrestlast van zes maanden. Een kapitaalsaflossing wordt al dan niet voorzien in functie van het type van financiering dat wordt gepland, waarbij steeds de meest gunstige financiering dient te worden beoogd.

Het verdient aanbeveling via samenwerkingsverbanden (met gemeente(n), met andere politieke zones,...) gezamenlijk te onderhandelen over leningsvoorwaarden met het oog op het bedingen van betere voorwaarden. De tabel betreffende de evolutie van de schuld van de politieke zone, aangevuld met de nieuw op te nemen leningen, dient eveneens te worden bijgevoegd.

2.4.2. Correctiemechanisme inzake overdracht federale gebouwen naar de politieke zones

In uitvoering van artikel 248quater van de WGP dienen de administratieve en logistieke gebouwen en hun terreinen die op 1 januari 2001 noodzakelijk waren voor de huisvesting van de federale ambtenaren, die naar de lokale politie werden overgeheveld, overgedragen te worden naar de politieke zones.

De overgedragen gebouwen en hun gronden dienen bijgevolg per 1 januari 2003 te worden opgenomen op de balans van de politieke zone.

De overdracht van de gebouwen en hun terreinen vereist geen budgettaire inschrijving in de politiebegroting. De eigendomsoverdracht dient enkel te worden geboekt op niveau van de algemene boekhouding. Hierbij vormt de algemene rekening 10 000 "Beginkapitaal" de tegenpost.

Conformément à l'Arrêté royal du 9 novembre 2003 (Moniteur belge du 29 décembre 2003), les communes et zones de police pluricomunales concernées peuvent renoncer aux bâtiments et terrains transférés dans un délai de 30 jours calendrier à partir de la date de publication de l'arrêté royal organisant le transfert de propriété.

La valeur de construction des bâtiments, terrains NON compris, partie ou pourcentage de bâtiment à transférer aux zones de police, a été estimée sur la base de la méthode d'évaluation et des prix moyens de construction utilisés par la Commission pour l'Inventaire du Patrimoine de l'Etat. En ce qui concerne l'évaluation des terrains, le collège fixera les règles d'évaluation.

En vue d'un traitement équitable des zones de police, un mécanisme de correction est appliqué pour le transfert des bâtiments administratifs et logistiques et des terrains de l'Etat vers les zones de police.

Chaque zone de police a droit à une valeur théorique Y en biens immobiliers (terrains non compris) qui se calcule comme suit :

$$Y = a \times b \times c$$

où

a = le nombre de membres du cadre opérationnel de la police fédérale transférés à la zone de police, en exécution de la LPI

b = une superficie de 25 m² par fonctionnaire fédéral opérationnel transféré

$$c = 1.338,63 \text{ euros par m}^2$$

**La valeur fédérale X
estimée est comparée à la valeur théorique Y**

* Si $X < Y$, un Fonds qui gère le mécanisme de correction paie, annuellement et pendant 20 ans, un montant $C = (X - Y)/20$

La valeur absolue de la différence entre X et Y est une créance à long terme, qui est seulement reprise dans la comptabilité générale sur le compte général 27541 « Prêts accordés à l'Autorité supérieure » avec pour contrepartie le compte général 10 000 « Capital initial ».

La valeur absolue du montant (non indexé) initial annuel (= montant C) est budgétisée dans le budget de police sous l'article des recettes 33001/891-01 – « Remboursement périodique des prêts par l'Autorité supérieure ».

La part qui, suite à l'indexation, dépasse le montant initial doit être considérée comme un rendement financier et est budgétisée sous l'article des recettes 33001/261-03 « Intérêts créditeurs des prêts accordés à plus de 1 an ».

* Si $X > Y$, la zone de police paie, annuellement et pendant 20 ans un montant $C = (X - Y)/20$ au Fonds qui gère le mécanisme de correction.

La différence entre X et Y est une dette à long terme, qui est seulement reprise dans la comptabilité générale sur le compte général 17101 « Prêts à charge de la zone de police », avec pour contrepartie le compte général 10 000 « Capital initial ».

Le montant (non indexé) initial annuel (= montant C) est budgétisé dans le budget de police sous l'article des dépenses 33001/911-01 – « Remboursement périodique des prêts à charge de la zone de police ». La part qui, suite à l'indexation, dépasse le montant initial doit être considérée comme un coût financier et est budgétisée sous l'article des dépenses 33001/211-01 « Charges financières des prêts à charge de la zone de police ».

* En cas de refus du transfert de propriété par la zone de police

En cas de refus du transfert de propriété, le Fonds à créer, qui gère le mécanisme de correction, paie, annuellement et pendant 20 ans, un montant à la zone de police $C=Y/20$.

Le montant Y est une créance à long terme, qui est reprise sur le compte général 27541 « Prêts accordés à l'Autorité supérieure », avec pour contrepartie le compte général 10 000 « Capital initial ».

Le montant (non indexé) initial annuel (= montant C) est budgétisé dans le budget de police sous l'article des recettes 33001/891-01 – « Remboursement périodique des prêts par l'Autorité supérieure ». La part qui, suite à l'indexation, dépasse le montant initial doit être considérée comme un rendement financier et est budgétisée sous l'article des recettes 33001/261-03 « Intérêts créditeurs des prêts accordés à plus d'un an ».

Dans l'annexe 2 de l'arrêté royal du 9 novembre 2003, vous trouverez les estimations pour les valeurs a, X, Y et C (modifié par l'arrêté royal du 27 avril 2007).

Conform het koninklijk besluit van 9 november 2003 (Belgisch Staatsblad van 29 december 2003) kunnen de betrokken gemeenten en meergemeentepolitiezones afstand doen van de over te dragen gebouwen en hun terreinen binnen een termijn van 30 kalenderdagen ingaande op de datum van publicatie van het koninklijk besluit tot regeling van de eigendomsoverdracht.

De constructiewaarde, de terreinen NIET inbegrepen, van de aan de politiezones over te dragen gebouwen, gedeelte of percentage van een gebouw werden geschat op basis van de gangbare evaluatiemethode en de gemiddelde bouwkostprijzen zoals gebruikt door de Commissie voor de Inventaris van het Patrimonium van de Staat. Voor de waardering van de terreinen is het aan het college om de waarderingsregels vast te leggen.

Met het oog op een gelijke behandeling van de politiezones wordt bij de overdracht van de administratieve en logistieke gebouwen en terreinen van de Staat naar de politiezones een correctiemechanisme toegepast.

Elke politiezone heeft recht op een theoretische waarde Y aan onroerende goederen (terreinen niet inbegrepen) die als volgt wordt berekend :

$$Y = a \times b \times c$$

waarbij :

a = het aantal aan de politiezone overgedragen leden van het operationeel kader van de federale politie in uitvoering van de WGP

b = een oppervlakte van 25 m² per overgedragen operationele federale ambtenaar

$$c = \text{euro } 1.338,63 \text{ per m}^2$$

**De federaal geschatte waarde X
wordt vergeleken met de theoretische waarde Y**

* Indien $X < Y$ dan betaalt het Fonds dat het correctiemechanisme beheert, jaarlijks, gedurende 20 jaar, aan de politiezone een bedrag $C = (X - Y)/20$

De absolute waarde van het verschil tussen X en Y is een vordering op lange termijn, die enkel wordt opgenomen in de algemene boekhouding op de algemene rekening 27541 "Leningen aan de hogere overheden" met als tegenpost de algemene rekening 10 000 "Beginkapitaal".

De absolute waarde van het jaarlijks initieel (niet geïndexeerd) bedrag (= bedrag C) wordt in de politiebegroting gebudgetteerd op het ontvangstartikel 33001/891-01 - "Periodieke aflossing van leningen door hogere overheden".

Het deel dat dit initieel bedrag overstijgt ingevolge indexering moet worden beschouwd als een financiële opbrengst en wordt begroot op het ontvangstartikel 33001/261-03 "Intresten op toegestane leningen op meer dan één jaar".

* Indien $X > Y$ dan betaalt de politiezone jaarlijks, gedurende 20 jaar, aan het Fonds dat het correctiemechanisme beheert een bedrag $C = (X - Y)/20$

Het verschil tussen X en Y is een schuld op lange termijn, die enkel wordt opgenomen in de algemene boekhouding op de algemene rekening 17101 "Leningen ten laste van de politiezone" met als tegenpost de algemene rekening 10 000 "Beginkapitaal".

Het jaarlijks initieel (niet geïndexeerd) bedrag (= bedrag C) wordt in de politiebegroting gebudgetteerd op het uitgavenartikel 33001/911-01 - "Periodieke aflossing van leningen ten laste van de politiezone". Het deel dat dit initieel bedrag overstijgt ingevolge indexering moet worden beschouwd als een financiële kost en wordt begroot op het uitgavenartikel 33001/211-01 "Financiële kosten van leningen ten laste van de politiezone".

* Ingeval van afstand van de eigendomsoverdracht door de politiezone

Ingeval van afstand van de eigendomsoverdracht betaalt het op te richten Fonds dat het correctiemechanisme beheert jaarlijks gedurende 20 jaar aan de politiezone een bedrag $C = Y/20$.

Het bedrag Y is een vordering op lange termijn, die wordt opgenomen op de algemene rekening 27541 "Leningen aan de hogere overheden" met als tegenpost de algemene rekening 10 000 "Beginkapitaal".

Het jaarlijks initieel (niet geïndexeerd) bedrag (= bedrag C) wordt in de politiebegroting gebudgetteerd op het ontvangstartikel 33001/891-01 - "Periodieke aflossing van leningen door hogere overheden". Het deel dat dit initieel bedrag overstijgt ingevolge indexering moet worden beschouwd als een financiële opbrengst en wordt begroot op het ontvangstartikel 33001/261-03 "Intresten op toegestane leningen op meer dan één jaar".

De ramingen voor de waarden a, X, Y en C kan u terugvinden in de bijlage 2 van het koninklijk besluit van 9 november 2003 (gewijzigd bij koninklijk besluit van 27 april 2007)

En cas de transfert à la zone de police d'un bail (de baux) conclu(s) par la Régie des Bâtiments, tel que déterminé dans l'arrêté royal du 7 septembre 2003 fixant la liste des baux des bâtiments administratifs et logistiques et de leurs terrains qui ont été conclus par la Régie des Bâtiments et qui sont transférés aux communes ou aux zones de police pluricommunales (Moniteur belge du 29 décembre 2003), le montant $C = (X - Y)/20$ est, conformément à l'article 2 de l'arrêté royal du 9 novembre 2003, augmenté à partir de 2004 par le montant mentionné dans la colonne indemnité locative annuelle de l'annexe 2 à l'arrêté royal du 9 novembre 2003 (modifié par l'arrêté royal du 27 avril 2007).

L'augmentation précitée de C concerne une dépense supplémentaire pour la zone de police concernée et elle est, de préférence, inscrite sous l'article des dépenses 33001/301-02 "Remboursement de non-valeurs perçues de droits constatés du service ordinaire". L'enregistrement constitue une contrepartie de la subvention fédérale accordée en matière de baux fédéraux transférés à certaines zones, tel qu'il est mentionné au point 2.8.2.7. La correction est basée sur le traitement égal de toutes les zones de police.

L'arrêté royal du 27 avril 2007 organisant le transfert de propriété des bâtiments administratifs et logistiques de l'Etat aux communes ou aux zones de police pluricommunales et modifiant l'arrêté royal du 24 août 2005 organisant le transfert de propriété des bâtiments administratifs et logistiques de l'Etat aux communes ou aux zones de police pluricommunales, a été publié au *Moniteur belge* le 18 juin 2007 et fixe les montants définitifs du mécanisme de correction.

La préparation de cet Arrêté a cependant pris du retard en raison des diverses contestations et des décisions locales sur la reprise ou non des bâtiments à transférer.

Afin d'éviter que les autorités chargées du paiement ne soient confrontées à un mouvement de rattrapage au niveau des paiements (2003-2006), il a été décidé par le Conseil des Ministres lors du conclave budgétaire 2006 de maintenir à 20 ans la durée de validité du Fonds des Bâtiments, mais à compter de l'exercice budgétaire 2006 au lieu de celui de 2003.

L'arrêté royal du 9 novembre 2003 est adapté pour cette raison et sera bientôt publié. Dès que ce sera fait, les paiements pourront en principe avoir lieu. Mais, vu la situation actuelle (un gouvernement démissionnaire), il est impossible de donner une date exacte.

En tout état de cause, les zones peuvent se baser, lors de l'estimation du montant pour 2008, sur le montant mentionné dans la colonne établissant la correction annuelle $C=(X - Y)/20$, éventuellement majoré du montant avec lequel la dotation de la commune ou de la zone est augmentée (voir annexe 2 à l'arrêté royal du 27 avril 2007).

2.5. DEPENSES ORDINAIRES - EXERCICES ANTERIEURS (76)

S'il faut prévoir des crédits complémentaires relatifs à 2001 et antérieurs à 2001, il faut toujours faire la distinction entre, d'une part, les dépenses de personnel et, d'autre part, les dépenses de fonctionnement ou d'investissement.

En cas de dépenses de personnel pour l'ancien personnel fédéral et communal, relatives à 2001 et antérieures à 2001, l'ONSSAPL impose leur déclaration à l'ancien employeur, c'est-à-dire la commune ou la police fédérale, le cas échéant. Par conséquent, les dépenses de personnel ne peuvent PAS être reprises dans le budget de police.

En ce qui concerne le surcoût statutaire de la police communale pour l'année 2001, les subventions fédérales nécessaires ont été versées aux communes et ce, en exécution de l'arrêté royal du 29 avril 2001 (modifié par l'arrêté royal du 22 mai 2001), l'arrêté royal du 30 novembre 2001 et l'arrêté royal du 15 janvier 2003.

Toutefois, en cas d'arriérés de 2001 relatifs à la rémunération du chef de corps, aux éventuels jetons de présence des conseillers et à l'indemnité destinée au comptable spécial, les crédits concernés peuvent être repris dans le budget de police, étant donné que dans ces cas-là, la zone de police doit être considérée comme employeur. En outre, le SCDF et le SSGPI seront, à la demande de la zone de police, chargés du calcul et des déclarations de ces dépenses.

2.6. DEPENSES ORDINAIRES - PRELEVEMENTS (78)

L'article 8 du RGCP précise notamment que, lorsque les moyens budgétaires du service ordinaire sont suffisants, le conseil peut inscrire au budget de police des crédits en vue d'affecter ces disponibilités à la couverture de dépenses extraordinaires.

Ingeval van een overdracht aan de politiezone van (een) door de Regie der Gebouwen afgesloten huurovereenkomst(en), zoals bepaald in het koninklijk besluit van 7 september 2003 tot vaststelling van de lijst van huurovereenkomsten betreffende de administratieve en logistieke gebouwen en hun terreinen afgesloten door de Regie der Gebouwen en die aan de gemeenten of meergemeentenpolitiezone worden overgedragen (Belgisch Staatsblad van 29 december 2003), wordt, conform artikel 2 van het koninklijk besluit van 9 november 2003, het bedrag $C=(X - Y)/20$ vanaf 2004 vermeerderd met het bedrag vermeld in de kolom jaarlijkse huurvergoeding van de bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 9 november 2003 (gewijzigd bij koninklijk besluit van 27 april 2007)

De voormelde vermeerdering van C betreft een bijkomende uitgave voor de betreffende politiezone en wordt bij voorkeur geboekt op het uitgavenartikel 33001/301-02 "Terugbetaling van onwaarden op geïnde vastgestelde rechten van de gewone dienst". De boeking vormt een tegenboeking van de verleende federale toelage inzake federaal overgedragen huurovereenkomsten aan sommige zones zoals verder vermeld onder punt 2.8.2.7. De correctie is gebaseerd op een gelijke behandeling van alle politiezones.

Het Koninklijk besluit van 27 april 2007 tot regeling van de eigendomsoverdracht van administratieve en logistieke gebouwen van de Staat naar de gemeenten of meergemeentepolitiezones en tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 augustus 2005 tot regeling van de eigendomsoverdracht van administratieve en logistieke gebouwen van de Staat naar de gemeenten of meergemeentepolitiezones werd op 18 juni 2007 gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* en legt de definitieve bedragen vast van het correctiemechanisme.

De voorbereiding van dit koninklijk besluit liep evenwel vertraging op omwille van diverse betwistingen en de lokale beslissingen over het al dan niet overnemen van de aangeboden gebouwen.

Om te vermijden dat de betalende overheden geconfronteerd werden met een inhaalbeweging in de betalingen (2003-2006) werd door de Ministerraad op het begrotingsconclaf 2006 beslist om de looptijd van het Gebouwenfonds op 20 jaar te behouden, doch met ingang van het begrotingsjaar 2006 in plaats van het begrotingsjaar 2003.

Het koninklijk besluit van 9 november 2003 is daartoe aangepast en wordt weldra gepubliceerd. Zodra dit is gebeurd kunnen de betalingen in principe plaatsvinden. Gelet echter op de huidige situatie (een ontslagnemende regering) is het onmogelijk om een exacte datum te geven.

De zones kunnen zich in ieder geval voor de raming van het bedrag voor 2008 baseren op het bedrag dat staat vermeld in de kolom tot vaststelling van de jaarlijkse correctie $C=(X - Y)/20$, eventueel vermeerderd met het bedrag waarmee de dotatie van de gemeente of zone wordt verhoogd (zie bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 27 april 2007).

2.5. DE GEWONE UITGAVEN - VORIGE DIENSTJAREN (76)

Indien bijkredieten dienen te worden voorzien met betrekking tot de dienstjaren 2001 en vroeger, dient steeds het onderscheid te worden gemaakt tussen enerzijds personeelsuitgaven en anderzijds werkings- of investeringsuitgaven.

Ingeval van personeelsuitgaven voor ex-federaal of ex-gemeentepersoneel met betrekking tot 2001 en vroeger legt R.S.Z.P.P.O. de aangifte verplichtend bij de voormalige werkgever, d.i. desgevallend de gemeente of de federale politie. Bijgevolg mogen de betreffende personeelsuitgaven NIET worden opgenomen in de politiebegroting.

Met betrekking tot de statutaire meerkost van de gemeentepolitie gedurende het jaar 2001 werden de nodige federale toelagen uitbetaald aan de gemeenten, dit in uitvoering van het koninklijk besluit van 29 april 2001 (gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 mei 2001), het koninklijk besluit van 30 november 2001 en het koninklijk besluit van 15 januari 2003.

Daarentegen, ingeval van achterstallen 2001 m.b.t. de bezoldiging van de korpschef, de eventuele zitpenningen van raadsleden en de vergoeding aan de bijzondere rekenplichtige mogen de nodige kredieten worden opgenomen in de politiebegroting, gelet op het feit dat in deze gevallen de politiezone als werkgever dient te worden beschouwd. De CDVU en het SSGPI zullen overigens, op vraag van de politiezone, instaan voor de berekening en de aangiften van deze uitgaven.

2.6. DE GEWONE UITGAVEN - OVERBOEKINGEN (78)

Artikel 8 van het ARPC bepaalt ondermeer dat wanneer de begrotingsmiddelen op de gewone dienst toereikend zijn, de raad op de gewone politiebegroting kredieten kan uittrekken om die middelen te bestemmen voor het dekken van buitengewone uitgaven.

Un prélèvement des excédents du service ordinaire vers le service extraordinaire est d'usage pour le financement des dépenses extraordinaires de faible valeur. Un autre financement possible des dépenses extraordinaires de faible valeur consiste bien entendu en une intervention directe de la (des) commune(s) dans le service extraordinaire du budget de police par le biais d'une subvention communale extraordinaire. Cf. point 3.2 de la présente circulaire.

Les prélèvements du service ordinaire au service extraordinaire éventuellement prévus doivent être comptabilisés avant la fin de l'exercice, en fonction des dépenses réellement engagées pour le service extraordinaire pour lesquelles un financement par le biais de prélèvements a été prévu conformément au budget de police. En ce qui concerne les prélèvements du service ordinaire vers le service extraordinaire, un transfert éventuel de crédits de dépenses vers un exercice suivant n'est pas possible.

Si la zone de police souhaite affecter des excédents du service ordinaire, en préfinancement des dépenses extraordinaires, notamment dans l'attente du prêt demandé, (1) les crédits nécessaires relatifs au prélèvement du service ordinaire vers le service extraordinaire et concernant la réalimentation pour le service extraordinaire vers le service ordinaire doivent être inscrits et (2) les enregistrements nécessaires conformément au RGCP doivent être réalisés dans la comptabilité policière au moment de l'affectation des excédents du service ordinaire.

2.7 RECETTES ORDINAIRES - PRESTATIONS (60)

L'article 90 de la LPI prévoit que le conseil peut arrêter un règlement relatif à la perception d'une rétribution pour des missions de police administrative de la police locale et que le Roi règle, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions de cette perception et ses modalités. Cet arrêté n'a pas encore été publié.

L'article 90 de la LPI reprend donc les dispositions de l'article 223bis de la NLC (inséré par la loi du 15 juillet 1992) qui a été supprimé par la LPI. Les décisions du conseil communal qui ont été prises antérieurement au 1^{er} janvier 2002 sur la base de l'article 223bis de la NLC, peuvent continuer à être exécutées dans les zones monocommunes.

Les recettes provenant de services rendus par la zone de police au profit des "entreprises et familles", doivent être inscrites sous le code économique 161-01. En cas de recettes éventuelles provenant de services rendus au profit de "secteurs publics", le code économique 162-01 est indiqué.

Une location, par la zone de police, d'un bien immobilier qui n'est pas utilisé par la zone de police (p.ex. un bâtiment fédéral ou communal transféré à la zone de police) doit être consignée dans la comptabilité policière sous le code économique 163-01 en cas de location à des "entreprises ou familles" ou sous le code économique 164-01 en cas de location au "secteur public". En cas de location, prière de stipuler dans le contrat un loyer conforme au prix du marché imputant au moins les charges comptables pour la zone de police.

Conformément à l'article 33 de la LPI, déclarant applicable à la zone de police l'article 232 de la NLC, le conseil fixe les conditions du bail.

2.8. RECETTES ORDINAIRES - TRANSFERTS

2.8.1. Subventions fédérales exercices antérieurs aux zones de police (66). - Indexation de l'allocation fédérale de base 2007; 330/465-48/2007

L'indexation éventuelle de la subvention fédérale de base 2007 sera déterminée par le Gouvernement et par le Parlement lors du conclave budgétaire 2008.

Vous pouvez, aussi longtemps que les chiffres corrects n'ont pas été publiés, inscrire la subvention indexée de l'exercice N-1'. Dès que les chiffres relatifs aux subventions officielles auront été communiqués, les montants devront être adaptés lors de la prochaine modification budgétaire.

Ce montant doit être inscrit par la zone de police au budget exercice 2008', normalement sous des exercices antérieurs - article 330/465-48/2007 - "Indexation subvention fédérale de base 'exercice 2007'".

2.8.2. Subventions fédérales exercice propre 2008 aux zones de police (61)

Comme fixé à l'annexe 1^{re} de la circulaire fédérale ABB5/430/2007/10 du 1^{er} juin 2007 du Service public fédéral Budget et Contrôle de Gestion, "Préfiguration du budget 2008 : Directives", on part d'un taux de croissance de 1,8 % de l'indice santé.

Etant donné qu'il s'agit toutefois d'une estimation, la prudence est de mise. Il faut tenir compte de la situation actuelle qui pourrait avoir comme conséquence de devoir fonctionner en douzièmes provisoires.

Een overboeking van middelen van de gewone naar de buitengewone dienst is gebruikelijk voor de financiering van buitengewone uitgaven van geringe waarde. Een andere mogelijke financiering van buitengewone uitgaven van geringe waarde is uiteraard een rechtstreekse tussenkomst door de gemeente(n) in de buitengewone dienst van de politiebegroting via een buitengewone gemeentelijke toelage.

De eventuele voorziene overboekingen van de gewone naar de buitengewone dienst dienen voor het einde van het 'dienstjaar te worden geboekt in functie van de werkelijke vastgelegde uitgaven buitengewone dienst waarvoor conform de politiebegroting voorzien werd in een financiering via overboekingen. Immers met betrekking tot de overboekingen van de gewone naar de buitengewone dienst is geen mogelijke overdracht van uitgavenkredieten naar een volgend 'dienstjaar mogelijk.

Indien de politiezone middelen van de gewone dienst wenst aan te wenden ter prefinanciering van buitengewone uitgaven, ondermeer in afwachting van het bekomen van een aangevraagde lening, dienen hiertoe (1) in de begroting de nodige kredieten inzake overboeking van de gewone naar de buitengewone dienst en inzake de terugboeking van de buitengewone naar de gewone dienst te worden ingeschreven en dienen (2) de nodige boekingen conform het ARPC in de politieboukhouding te worden geboekt op het ogenblik van de aanwending van de middelen van de gewone dienst.

2.7. DE GEWONE ONTVANGSTEN - PRESTATIES (60)

Artikel 90 van de WGP bepaalt dat de raad een reglement kan vaststellen betreffende de inning van een vergoeding voor opdrachten van bestuurlijke politie van de lokale politie en dat de Koning de voorwaarden en de nadere regels van deze inning regelt bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. Dit besluit werd nog niet gepubliceerd.

Artikel 90 van de WGP herneemt dus de bepalingen van het door de WGP opgeheven artikel 223bis van de NGW (ingevoegd bij wet van 15 juli 1992). De gemeenteraadsbesluiten die voorafgaand aan 1 januari 2002 werden genomen op grond van artikel 223bis van de NGW kunnen verder uitgevoerd worden in de eengemeentezones.

De opbrengsten uit diensten verleend door de politiezone ten voordele van "ondernemingen en gezinnen" dienen te worden geboekt onder de economische code 161-01, ingeval van eventuele opbrengsten uit diensten ten voordele van "overheidssectoren" is de economische code 162-01 aangewezen.

Een verhuur door de politiezone van een onroerend goed dat door de politiezone niet wordt gebruikt (bijvoorbeeld een aan de politiezone federaal of gemeentelijk overgedragen gebouw) dient in de politieboukhouding te worden geboekt onder de economische code 163-01 ingeval van een verhuur aan "bedrijven of gezinnen" of onder de economische code 164-01 ingeval van een verhuur aan de "overheidssector". Ik verzoek u ingeval van verhuur een marktconforme huurprijs te bedingen waarbij minimaal de boekhoudkundige lasten voor de politiezone worden aangerekend.

Conform artikel 33 van de WGP, waarbij artikel 232 van de NGW van toepassing wordt verklaard op de politiezone, bepaalt de raad de voorwaarden van de huur.

2.8. DE GEWONE ONTVANGSTEN - OVERDRACHTEN

2.8.1. Federale toelagen voorgaande dienstjaren aan de politiezones (66) - Indexatie federale basistoelage 2007; 330/465-48/2007

De eventuele indexatie van de federale basistoelage 2007 zal door de Regering en het Parlement worden bepaald in het begrotingsconclaaf 2008.

U kan, zolang de correcte cijfers niet werden gepubliceerd, de geïndexeerde toelage van 'dienstjaar N-1' inschrijven. Zodra de officiële toelagen worden meegedeeld, dienen de bedragen aangepast te worden in de eerstvolgende begrotingswijziging.

Dit bedrag dient door de politiezone te worden ingeschreven in de begroting 'dienstjaar 2008', normaliter onder vorige dienstjaren - artikel 330/465-48/2007- "Indexatie federale basistoelage 'dienstjaar 2007'".

2.8.2. Federale toelagen eigen dienstjaar 2008 aan de politiezones (61)

Zoals vastgesteld in bijlage 1 van de federale omzendbrief ABB5/430/2007/10 van 1 juni 2007 van de Federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole, houdende "Voorafbeelding van de begroting 2008 : Richtlijnen", wordt uitgegaan van een stijgingscoëfficiënt van de gezondheidsindex van 1,8 %.

Aangezien het hier evenwel om een raming gaat, dient de nodige omzichtigheid aan de dag gelegd. Er dient alleszins rekening mee te worden gehouden dat de actuele situatie tot gevolg kan hebben dat er met voorlopige twaalfden zal worden gewerkt.

L'inscription au budget de police de subventions fédérales qui ne sont pas basées sur des arrêtés royaux ou des directives fédérales, doit être considérée comme une inscription de recettes fictives et, par conséquent, être rayée par le gouverneur, en exécution de l'article 72 de la LPI.

2.8.2.1. Subvention fédérale de base 2008 - 330/465-48

La Subvention fédérale de base 2008 est budgétisée sous l'article 33004/465-48-« Subvention fédérale (de base) ».

Vous pouvez, aussi longtemps que les chiffres corrects n'ont pas été publiés, inscrire la subvention indexée (Cfr. 2.8.2) de l'exercice N-1. Dès que les chiffres relatifs aux subventions officielles auront été communiqués, les montants devront être adaptés lors de la prochaine modification budgétaire.

2.8.2.2. Subvention fédérale complémentaire 2008 - 33004/465-48

La Subvention fédérale complémentaire 2008 est budgétisée sous l'article 33004/465-48-« Subvention fédérale complémentaire ».

Vous pouvez, aussi longtemps que les chiffres corrects n'ont pas été publiés, inscrire la subvention indexée (Cfr. 2.8.2) de l'exercice N-1. Dès que les chiffres relatifs aux subventions officielles auront été communiqués, les montants devront être adaptés lors de la prochaine modification budgétaire.

2.8.2.3. Allocation sociale fédérale I ; 2008 - 330/465-02

La méthode de calcul est identique à celle figurant dans l'Arrêté royal du 6 janvier 2003 portant l'octroi à la commune ou à la zone de police pluricommunale d'une allocation sociale fédérale pour l'année 2003 (Moniteur belge du 21 janvier 2003). Les montants alloués et les modalités sont adaptés conformément au principe selon lequel le mécanisme de répartition « norme KUL/coefficient salarial » évoluera chaque année de manière progressive, à l'avantage de la « norme KUL-clé de répartition ».

L'Allocation sociale fédérale I 2008 est budgétisée sous l'article 330/465-02 « Allocation sociale fédérale I ».

Il convient de partir du principe que certaines zones recevront une dotation qui, e.a. par le biais de la poursuite du mécanisme de répartition de la dotation sociale 1, est un peu moins élevée/ a moins augmenté que le montant de l'année précédente.

Vous pouvez, aussi longtemps que les chiffres corrects n'ont pas été publiés, inscrire la subvention indexée (Cfr. 2.8.2) de l'exercice N-1. Dès que les chiffres relatifs aux subventions officielles auront été communiqués, les montants devront être adaptés lors de la prochaine modification budgétaire.

2.8.2.4 Allocation sociale fédérale II 2008 - 33001/465-02

Par Subvention sociale fédérale II, il faut entendre l'aide financière fédérale concernant le surcoût relatif aux cotisations patronales de sécurité sociale sur les allocations, primes et indemnités des membres du personnel des zones de police, redevables en application de l'Arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, appelé ci-après « Mammouth ».

Base légale : voir (5).

(5) — *la loi du 6 mai 2002 portant création du Fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale précise à l'article 15 ce qui suit : « En matière de cotisations de sécurité sociale afférentes aux allocations, primes et indemnités des membres du personnel, la charge supportée par les communes et les zones de police pluricommunales est limitée aux cotisations de sécurité sociale sur les allocations, primes et indemnités qui étaient supportées pour l'année 2000 par les communes pour le personnel de la police ».*

— *en exécution des articles 15 et 16 de la loi précitée, l'Arrêté royal du 14 mai 2002 fixant le surcoût relatif à la partie des cotisations de sécurité sociale sur les allocations, primes et indemnités des membres du personnel des zones de police a été pris.*

Estimation :

L'estimation de la subvention fédérale II doit être égale aux cotisations patronales de sécurité sociale estimées dans les dépenses du budget exercice N' sur les allocations, primes et indemnités des membres du personnel des zones de police, redevables en application du Mammouth moins le plafond annuel tel que calculé et communiqué à la zone de police par l'ONSSAPL, indexation exercice N'.

Het inschrijven in de politiebegroting van andere federale toelagen die niet gebaseerd zijn op koninklijke besluiten of federale onderrichtingen dient te worden beschouwd als het inschrijven van fictieve ontvangsten. De betreffende fictieve ontvangsten dienen door de Gouverneur in uitvoering van artikel 72 van de WGP te worden geschrapt.

2.8.2.1. Federale Basistoelage voor het jaar 2008 - 330/465-48

De federale basistoelage 2008 wordt gebudgetteerd onder het artikel 330/465-48 - "Federale (basis)toelage".

U kan, zolang de correcte cijfers niet werden gepubliceerd, de geïndexeerde (Cfr. 2.8.2) toelage van het 'dienstjaar N-1' inschrijven. Zodra de officiële toelagen worden meegedeeld, dienen de bedragen aangepast te worden in de eerstvolgende begrotingswijziging.

2.8.2.2. Bijkomende Federale Toelage 2008 - 33004/465-48

De bijkomende federale toelage 2008 wordt gebudgetteerd onder het artikel 33004/465-48 - "Bijkomende Federale Toelage".

U kan, zolang de correcte cijfers niet werden gepubliceerd, de geïndexeerde (Cfr. 2.8.2) toelage van het 'dienstjaar N-1' inschrijven. Zodra de officiële toelagen worden meegedeeld, dienen de bedragen aangepast te worden in de eerstvolgende begrotingswijziging.

2.8.2.3. Federale Sociale Toelage I; 2008 - 330/465-02

De berekeningswijze is identiek aan deze vermeld in het koninklijk besluit van 6 januari 2003 houdende de toekenning aan de gemeente of aan de meergemeentepolitiezone van een federale sociale toelage voor het jaar 2003 (Belgisch Staatsblad van 21 januari 2003). De toegekende bedragen en de modaliteiten zijn aangepast conform het principe dat het verdelingsmechanisme KUL-norm/wedde-coëfficiënt jaarlijks progressief zal evolueren in het voordeel van de « KUL-norm-verdeelsleutel ».

De Federale Sociale Toelage I 2008 wordt gebudgetteerd onder artikel 330/465-02 « Federale Sociale Toelage I ».

Gelieve er rekening mee te houden dat bepaalde zones een dotatie zullen ontvangen die o.a. door de verderzetting van het omslagmechanisme in de sociale dotatie 1 iets lager uitkomt/minder is gegroeid dan het bedrag van vorig jaar.

U kan, zolang de correcte cijfers niet werden gepubliceerd, de geïndexeerde (Cfr. 2.8.2) toelage van het 'dienstjaar N-1' inschrijven. Zodra de officiële toelagen worden meegedeeld, dienen de bedragen aangepast te worden in de eerstvolgende begrotingswijziging.

2.8.2.4. Federale Sociale Toelage II 2008 - 33001/465-02

Onder de Federale Sociale Toelage II dient te worden verstaan de federale tegemoetkoming inzake de meerkost met betrekking tot de patronale sociale zekerheidsbijdragen op de toelagen, premies en vergoedingen van de personeelsleden van de politiezones verschuldigd met toepassing van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, verder Mammoet genoemd.

Wettelijke basis (5) :

(5) — *de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het Fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid bepaalt onder artikel 15 : "Inzake de sociale zekerheidsbijdragen op de vergoedingen, premies en toelagen van de personeelsleden, is de last die door de gemeenten en de meergemeentepolitiezones gedragen wordt, beperkt tot de sociale zekerheidsbijdragen op de vergoedingen, premies en toelagen die door de gemeenten voor het politiepersoneel gedragen werden voor het jaar 2000. »;*

— *in uitvoering van artikel 15 en artikel 16 van voormelde wet werd het koninklijk besluit van 14 mei 2002 getroffen tot regeling van de meerkost die betrekking heeft op het gedeelte van de sociale zekerheidsbijdragen op de toelagen, premies en vergoedingen van de personeelsleden van de politiezones.*

Raming :

De raming van de Federale Sociale Toelage II dient gelijk te zijn aan de in de begroting 'dienstjaar N' langs uitgeavenszijde geraamde patronale sociale zekerheidsbijdragen op toelagen, premies en vergoedingen van de personeelsleden van de politiezone verschuldigd met toepassing van de Mammoet minus het jaarplafondbedrag zoals berekend en medegedeeld door R.S.Z.P.P.O. aan de politiezone, geïndexeerd naar 'dienstjaar N'.

Il y a lieu d'entendre par plafond annuel, le montant annuel 2000 redevable par la ou les communes de la zone de police en matière de cotisations patronales de sécurité sociale sur les allocations, primes et indemnités des membres du personnel de police des communes sur la base des déclarations pour l'année 2000, introduites par la ou les communes de la zone de police avant le 1^{er} avril 2002. Le plafond annuel indexé reste donc redevable par la zone de police.

Le module de calcul en matière de coût du personnel génère automatiquement une estimation en matière de Subvention sociale fédérale II sur la base des dépenses de personnel estimées. Il faut encore à cet effet introduire via la feuille Tab "Para"(mètres) le plafond annuel 2000. Le module de calcul prévoit une indication automatique.

Modalités pratiques :

L'ONSSAPL calcule chaque trimestre la Subvention fédérale II pour le trimestre concerné et ce, sur la base de la déclaration introduite par le SCDF.

La Subvention sociale fédérale II pour un trimestre déterminé est égale aux cotisations patronales de sécurité sociale redevables pour le trimestre en question sur les allocations, primes et indemnités des membres du personnel de la zone de police, redevables en application du Mammouth moins le plafond trimestriel indexé.

Chaque trimestre, l'ONSSAPL déduit la Subvention sociale fédérale II, calculée pour ce trimestre, du montant total que la zone de police est redevable en matière de cotisations de sécurité sociale; compte tenu du principe de l'exhaustivité (ou d'universalité) du budget, disposant que TOUTES les recettes et TOUTES les dépenses pour le compte de la zone de police doivent être reprises dans le budget, tel que mentionné au point 2.8.2.3, la zone de police comptabilise la Subvention sociale fédérale II lors de la réception de la facture trimestrielle de l'ONSSAPL, en tant que recette sous l'article budgétaire 33001/465-02- "Subvention sociale fédérale II" et en tant que dépense sur le Compte Général 45400 "Cotisations à l'ONSSAPL".

La Subvention sociale fédérale II est payée directement par l'autorité fédérale à la Sécurité sociale.

Les pourcentages relatifs aux cotisations patronales de sécurité sociale (cotisation pension exclue) tels que mentionnées dans le tableau au point 2.1.2.1 de la présente circulaire, sont de 15,47 % pour les statutaires, 20 % pour les contractuels et 5,73 % pour les ACS.

Nous attirons une fois de plus votre attention sur ce qui suit :

— les éventuels jetons de présence aux conseillers, l'indemnité au comptable spécial et l'indemnité éventuelle au secrétaire de la zone de police ne sont pas redevables en application du Mammouth et, par conséquent, ils ne tombent PAS sous l'application de la Subvention sociale fédérale II.

— par membres du personnel de la zone de police, il faut entendre tous les membres du personnel opérationnels et CALOG de la zone de police sans distinction quant à leur provenance (ex-communal, ex-fédéral, nouveaux engagements).

L'estimation budgétaire des cotisations patronales de sécurité sociale, redevables sur les allocations, primes et indemnités en application de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPo), moins le plafond annuel communiqué par l'ONSSAPL (indexé conformément à l'art. 4 de l'arrêté royal du 14 mai 2002 fixant le surcoût relatif à la partie des cotisations de sécurité sociale sur les allocations, primes et indemnités des membres du personnel des zones de police), constitue l'estimation budgétaire pour l'Allocation sociale fédérale II.

Conformément à l'art. 4 de l'arrêté royal, le plafond à payer par la zone de police est indexé comme suit : $A = B \times I_1 / 1,2271$

De plus amples informations sont également disponibles dans le Memo 37 du 01/08/2007 sur le site de la CGL [<http://www.infozone.be>].

2.8.2.5. Subvention fédérale aux zones de police excédentaires - 33002/465-48

Ce régime est sans objet et ne sera, par conséquent, plus prolongé.

2.8.2.6. Subvention fédérale 2008 Equipement Maintien de l'Ordre public 33003/465-48

L'estimation en matière de Subvention fédérale exercice N' "Equipement Maintien de l'ordre public" est, dans le cadre d'une politique inchangée, égale à la subvention fédérale 2003 en la matière, telle que mentionnée à l'annexe I^{re} à l'arrêté royal du 26 mars 2003 (Moniteur belge du 28 avril 2003) majorée du taux de croissance, revu au niveau fédéral, de l'indice santé pour exercice N'/exercice N-1'.

Vous pouvez, aussi longtemps que les chiffres corrects n'ont pas été publiés, inscrire la subvention indexée (Cfr. 2.8.2) de l'exercice N-1'. Dès que les chiffres relatifs aux subventions officielles auront été communiqués, les montants devront être adaptés lors de la prochaine modification budgétaire.

Onder jaarplafondbedrag dient te worden verstaan het door de gemeente(n) van de politiezone verschuldigde jaarbedrag 2000 inzake patronale sociale zekerheidsbijdragen op de toelagen, premies en vergoedingen van het politiepersoneel van de gemeenten op basis van de aangiften voor het jaar 2000 ingediend door de gemeente(n) van de politiezone vóór 1 april 2002. Het geïndexeerde jaarplafondbedrag blijft dus verschuldigd door de politiezone.

De berekeningsmodule inzake personeelskosten genereert automatisch een raming inzake de Federale Sociale Toelage II op basis van de geraamde personeelsuitgaven. Hiertoe dient nog wel via het tabblad "Para"(meters) het jaarplafond 2000, te worden ingebracht. De berekeningsmodule voorziet in een automatische indexatie.

Praktische modaliteiten :

R.S.Z.P.P.O. berekent elk kwartaal de Federale Sociale Toelage II voor dat kwartaal op basis van de aangifte ingediend door de CDVU;

de Federale Sociale Toelage II voor een bepaald kwartaal is gelijk aan de voor het betreffend kwartaal verschuldigde patronale sociale zekerheidsbijdragen op de toelagen, premies en vergoedingen van de personeelsleden van de politiezone verschuldigd met toepassing van de Mammoot minus het geïndexeerde kwartaalplafondbedrag;

R.S.Z.P.P.O. brengt elke kwartaal de voor dat kwartaal berekende Federale Sociale Toelage II in mindering van het totaal bedrag dat de politiezone verschuldigd is inzake sociale zekerheidsbijdragen; gelet op het beginsel van de volledigheid (of universaliteit) van de begroting, houdende dat ALLE ontvangsten en ALLE uitgaven in de begroting dienen te worden opgenomen, boekt de politiezone op het ogenblik van de ontvangst van de kwartaalfactuur van R.S.Z.P.P.O. de Federale Sociale Toelage II voor dat kwartaal in ontvangst op het budgettair artikel 33001/465-02 - "Federale Sociale Toelage II" en in uitgave op de AR 45400 "Bijdragen aan de R.S.Z.P.P.O. »;

De Federale Sociale Toelage II wordt door de federale overheid rechtstreeks gestort aan de Sociale Zekerheid;

De percentages inzake de patronale sociale zekerheidsbijdragen (zonder de pensioensbijdrage), zoals vermeld in de tabel onder punt 2.1.2.1. van huidige omzendbrief, 15,47 % voor de vastbenoemden, 20 % voor de contractuelen en 5,73 % voor de Gesco's

We vestigen nogmaals uw aandacht op het feit dat :

— de eventuele zitpenningen aan de raadsleden, de vergoeding aan de bijzondere rekenplichtige en de eventuele vergoeding aan de secretaris van de politiezone niet verschuldigd zijn met toepassing van de Mammoot en bijgevolg NIET onder de toepassing vallen van de Federale Sociale Toelage II;

— onder personeelsleden van de politiezone dient te worden verstaan alle operationele én Calog- personeelsleden van de politiezone, zonder onderscheid naar herkomst (ex-gemeente, ex-federaal of nieuwe indiensttredingen).

De begrotingsraming van de patronale sociale zekerheidsbijdragen, verschuldigd op de toelagen, premies en vergoedingen met toepassing van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPo) minus het plafond op jaarbasis medegedeeld door RSZPPO (geïndexeerd conform art. 4 van het koninklijk besluit van 14 mei 2002 tot regeling van de meerkost die betrekking heeft op het gedeelte van de sociale zekerheidsbijdragen op de toelagen, premies en vergoedingen van de personeelsleden van de politiezones) vormt de begrotingsraming voor de Federale Sociale Toelage II.

Het plafondbedrag te betalen door de politiezone wordt geïndexeerd overeenkomstig art. 4 van het koninklijk besluit als volgt : $A = B \times I_1 / 1,2271$

Meer informatie kan u terugvinden in Memo 37 van 01/08/2007 op de site van CGL [<http://www.infozone.be>].

2.8.2.5. Federale Toelage aan Boventallige Politiezones - 33002/465-48

Dit stelsel is zonder voorwerp en wordt bijgevolg niet meer verlengd.

2.8.2.6. Federale Toelage 2008 Uitrusting Handhaving Openbare Orde - 33003/465-48

De raming inzake de Federale Toelage 'dienstjaar N' " Uitrusting handhaving openbare orde " is, in het kader van ongewijzigd beleid, gelijk aan de betreffende Federale Toelage 2003 zoals vermeld in bijlage I bij het koninklijk besluit van 26 maart 2003 (Belgisch Staatsblad van 28 april 2003) vermeerderd met de voor 'dienstjaar N'/ 'dienstjaar N-1' federaal herziene stijgingscoëfficiënt gezondheidsindex.

U kan, zolang de correcte cijfers niet werden gepubliceerd, de geïndexeerde (Cfr. 2.8.2) toelage van het 'dienstjaar N-1' inschrijven. Zodra de officiële toelagen worden meegedeeld, dienen de bedragen aangepast te worden in de eerstvolgende begrotingswijziging.

2.8.2.7. Subvention fédérale en matière de baux de location fédéraux transférés à certaines zones de police

L'arrêté royal du 9 novembre 2003 (Moniteur belge du 29 décembre 2003) organisant les conditions et modalités du transfert de propriété des bâtiments administratifs et logistiques de l'Etat aux communes ou aux zones de police pluricommunales prévoit notamment les modalités relatives à la location éventuelle des bâtiments fédéraux.

Le projet précité d'arrêté royal prévoit que les zones de police reprennent à partir du 1^{er} janvier 2004 les droits, obligations et charges de la Régie des Bâtiments qui découlent des baux de location que la Régie a conclus, dans la mesure où ils concernent des bâtiments ou parties de bâtiments hébergeant des fonctionnaires fédéraux qui sont transférés aux zones de police.

Les moyens de paiement pour les locations seront prévus dans le budget du Service public fédéral Intérieur. Le montant correspondant au(x) bail (baux) transféré(s) à une zone de police déterminée sera ajouté au montant conformément au mécanisme de correction (point 2.4.2) des zones concernées et ce, pour une période de 20 ans à partir de 2004, c'est-à-dire aussi après une éventuelle résiliation du contrat par la zone. Chaque année, ce sera réadapté en fonction de l'indice santé ou de l'indice qui sera d'application. De cette manière, l'hébergement des fonctionnaires transférés se rapportant à ces baux est également assuré.

Les baux transférés doivent être budgétisés sous le code économique 465-01.

Il vous est également possible de retrouver à l'annexe 2 de l'arrêté royal du 27 avril 2007 les montants définitifs de la Subvention fédérale en matière de baux de location fédéraux transférés. Ladite subvention sera versée en même temps que le mécanisme de correction.

Pour l'application, voir aussi les remarques aux point 2.4.2.

2.8.2.8. La subvention fédérale complémentaire financée par les plans de sécurité routière

Les allocations fédérales des plans d'action de sécurité routière doivent enregistrer, dans le budget sous le numéro d'article 33005/465-48, l'allocation plans d'action de sécurité routière fédérale.

Veillez prendre en considération le fait que la dotation est dépendante de 1) l'ampleur du plan d'action qui a été introduit par votre zone 2) de son approbation et 3) du montant maximal qui peut être alloué. Etant donné ces différentes phases de la procédure, les chiffres concrets par zone ne seront disponibles que dans le courant de l'année suivante.

Le montant inscrit au budget ne peut pas être supérieur à celui de l'année antérieure.

Les montants maximums qui, en application de la clé de répartition, sont octroyés pour 2007 à chaque zone de police, figurent dans l'arrêté ministériel du 8 mai 2007 relatif à l'octroi de l'aide financière de l'Etat dans le cadre des plans d'action en matière de sécurité routière (Moniteur belge du 23 mai 2007). Pour de plus amples informations, vous pouvez consulter la circulaire « Plans d'action Sécurité Routière 2007 » sur [www.infozone.be].

Dès que les chiffres officiels seront connus pour 2008, le montant inscrit antérieurement devra être adapté par le biais d'une modification budgétaire.

2.8.3. La (les) dotation(s) communale(s)

En exécution de l'article 40, alinéa 6, de la LPI, les règles détaillées en matière de calcul et de répartition des dotations communales au sein d'une zone de police pluricommunale sont fixées dans l'arrêté royal du 7 avril 2005.

En vertu de l'article 34 de la LPI, qui précise notamment que l'article 252 de la nouvelle loi communale s'applique à la gestion budgétaire et financière de la police locale, le budget ne peut en aucun cas présenter un solde en déficit, ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictifs.

L'équilibre dans le service ordinaire est réalisé par la dotation de la (des) commune(s) au budget de police, qui est égale à la différence entre les dépenses ordinaires et les recettes ordinaires du budget de police, la dotation communale constituant par conséquent le dernier volet du budget de police.

Conformément à l'article 208 de la LPI, modifiant l'article 255 de la NLC, le conseil communal est obligé d'inscrire, chaque année, au budget communal, les frais mis à charge de la commune par ou en vertu de la LPI, y compris, dans les zones pluricommunales, la dotation de la commune à la zone de police.

2.8.2.7. Federale Toelage inzake Federaal Overgedragen Huurovereenkomsten aan sommige politiezones

Het koninklijk besluit van 9 november 2003 (Belgisch Staatsblad van 29 december 2003) tot regeling van de voorwaarden en modaliteiten van de eigendomsoverdracht van administratieve en logistieke gebouwen van de Staat naar de gemeenten of meergemeentenpolitiezones en de bepaling van de correctiemechanismen voorziet eveneens in de regeling van de principes inzake de ten laste neming door de betreffende gemeenten of meergemeentenpolitiezones van de kosten van de huur.

Het voormelde koninklijk besluit voorziet dat de politiezones vanaf 1 januari 2004 in de rechten, plichten en lasten zouden treden van de Regie der Gebouwen die voortvloeien uit de huurovereenkomsten die de Regie heeft afgesloten in de mate dat ze gebouwen of gedeelten van gebouwen betreffen die federale ambtenaren huisvesten die overgeheveld werden naar de politiezones.

De betalingsmiddelen voor de verhuringen zullen worden voorzien op het budget van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken. Het bedrag dat correspondeert met de huurovereenkomst(en) die aan een bepaalde politieke zone wordt (worden) overgedragen, zal worden toegevoegd aan het bedrag overeenkomstig het correctiemechanisme (punt 2.4.2) van de betrokken zones en dit gedurende 20 jaar vanaf 2004, dus ook nadat de zone het contract eventueel zou opgezegd hebben. Het zal elk jaar opnieuw worden aangepast aan de gezondheidsindex of de index die van toepassing is. Op die wijze wordt ook de huisvesting van de overgedragen ambtenaren waarop deze huurovereenkomsten betrekking hebben verzekerd.

Overgedragen huurovereenkomsten dienen te worden gebudgetteerd onder de economische code 465-01.

De definitieve bedragen van de Federale Toelage inzake Federaal Overgedragen Huurovereenkomsten kan u eveneens terugvinden in de bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 27 april 2007. Deze toelage zal gelijktijdig met het correctiemechanisme worden gestort.

Zie voor toepassing ook de opmerkingen in punt 2.4.2., al. 4.

2.8.2.8. De bijkomende federale toelage gefinancierd via de verkeersveiligheidsplannen

De federale toelagen van de verkeersveiligheidsactieplannen dienen in de begroting te worden ingeschreven onder het artikelnummer 33005/465-48 : federale toelage verkeersveiligheidsactieplannen.

Gelieve er rekening mee te houden dat de toelage afhankelijk is van 1) de omvang van de door uw zone ingediende actieplannen 2) de goedkeuring ervan en 3) het maximale bedrag dat kan worden uitgekeerd. Gelet op deze diverse fases in de procedure zijn de concrete cijfers per zone pas beschikbaar in de loop van het volgende jaar.

Het bedrag ingeschreven op de begroting mag niet hoger zijn dan dit van vorig jaar.

De maximumbedragen voor 2007, die door toepassing van de verdeelsleutel aan elke politieke zone worden toegekend zijn weergegeven in het ministerieel besluit van 8 mei 2007 betreffende de toekenning van de financiële hulp van de Staat in het kader van de verkeersactieplannen (Belgisch Staatsblad van 23 mei 2007). Voor meer informatie kan u de omzendbrief « Actieplannen inzake verkeersveiligheid 2007 » raadplegen op [www.infozone.be].

Zodra de officiële cijfers voor 2008 bekend zijn, dient het eerder ingeschreven bedrag te worden aangepast via een begrotingswijziging.

2.8.3. De gemeentelijke dotatie(s) (61)

In uitvoering van artikel 40, zesde lid, van de WGP werden de nadere regels inzake de berekening en de verdeling van de gemeentelijke dotaties in de schoot van een meergemeentenpolitieke zone vastgelegd bij koninklijk besluit van 7 april 2005.

Krachtens artikel 34 van de WGP waarbij onder meer artikel 252 van de nieuwe gemeentewet van toepassing wordt verklaard op het budgettair en financieel beheer van de lokale politie, mag de begroting in geen enkel geval een deficitair saldo, noch een fictief evenwicht of een fictief batig saldo vertonen op de gewone dienst.

Het evenwicht in de gewone dienst komt tot stand door een dotatie van de gemeente(n) aan de politiebegroting die gelijk is aan het verschil tussen de gewone uitgaven en gewone ontvangsten van de politiebegroting, de gemeentelijke dotatie vormt bijgevolg het sluitstuk van de politiebegroting.

Conform artikel 208 van de WGP, houdende wijziging van artikel 255 van de NGW, is de gemeenteraad verplicht om elk jaar de kosten op de gemeentebegroting te brengen die ten laste worden gelegd van de gemeente door of krachtens de WGP met inbegrip van, in de meergemeentebegroting, de dotatie van de gemeente aan de politieke zone.

La dotation communale estimée - service ordinaire - est budgétisée sous l'article 330/485-48 dans le budget de police.

Dans les zones pluricommunales, il est indiqué de prévoir pour chaque commune de la zone un article budgétaire distinct 330xx/485-48.

Conformément à l'article 40, alinéa 5, de la LPI, la contribution effectuée par les communes d'une zone pluricommunale, doit être payée au moins par douzièmes.

Je tiens à souligner que le projet d'AR offre, en premier lieu, aux communes d'une zone pluricommunale la possibilité de déterminer, d'une manière concertée et de commun accord, le pourcentage de la quote-part de chaque commune dans la dotation communale globale.

Ce n'est qu'en second lieu, à savoir lorsque les communes d'une zone pluricommunale ne parviennent pas à aboutir à un accord, qu'il s'impose de déterminer le pourcentage en fonction des éléments suivants :

1° la norme policière fixée conformément à l'annexe à l'AR du 16 novembre 2001;

2° le revenu imposable moyen par habitant de la commune de 1999;

3° le revenu cadastral moyen au sein de la commune de 1999.

Les éléments précités sont pondérés de la manière suivante : 6, 2, 2.

J'invite les responsables de gestion locaux à se concerter au maximum, et dans une bonne entente, au sujet du budget de la police et de(s) la dotation(s) communale(s).

Il va de soi qu'une concordance est indispensable entre la dotation communale telle que reprise respectivement dans le budget de police, la décision du conseil communal en exécution de l'article 40 de la LPI et le budget communal. Puis-je demander aux Gouverneurs d'y veiller.

2.9 RECETTES ORDINAIRES – DETTE (62)

Elles comprennent notamment les intérêts bruts sur les comptes financiers et sur les éventuels comptes à terme de la zone de police. Le précompte mobilier est comptabilisé sous le groupe économique 71 - dépenses ordinaires - dépenses de fonctionnement.

3. DIRECTIVES RELATIVES AU SERVICE EXTRAORDINAIRE

3.1. DEPENSES EXTRAORDINAIRES

En ce qui concerne les normes minimales budgétaires, je vous prie d'inscrire au budget extraordinaire des dépenses 'exercice N' le minimum nécessaire en termes de crédits budgétaires pour le bon fonctionnement de la zone de police.

3.2. RECETTES EXTRAORDINAIRES

Une dotation communale éventuelle - service extraordinaire - est budgétisée dans le budget de police sous l'article 330/685-51. Dans les zones pluricommunales, il est recommandé de prévoir pour chacune des communes un article budgétaire distinct 330xx/685-51.

En ce qui concerne la vente éventuelle, par les corps de police locale, des bâtiments des brigades territoriales de la police fédérale, qui ont été transférés de plein droit au corps de police locale, il faut souligner que le produit de ces ventes doit être utilisé pour financer les investissements du corps de police locale.

Nous attirons l'attention sur le fait que l'estimation des biens, qui sera communiquée à la zone, comprend seulement les bâtiments et non les terrains. Par conséquent, les bâtiments transférés gratuitement représentent une plus grande valeur par rapport à l'estimation rendue.

4. SUBVENTIONS FEDERALES AUX COMMUNES AYANT UN CONTRAT DE SECURITE ET DE SOCIETE

La subvention fédérale estimée 'exercice N' fournie aux communes ayant un contrat de sécurité et de société doit être budgétisée dans le budget communal et non dans le budget de police. La subvention concernée correspond au coût pour le personnel civil du volet policier.

Vous pouvez, aussi longtemps que les chiffres corrects n'ont pas été publiés, inscrire la subvention indexée de 'l'exercice N-1'. Dès que les chiffres relatifs aux subventions officielles auront été communiqués, les montants devront être adaptés lors de la prochaine modification budgétaire.

CONCLUSION

Lors de la publication de la présente circulaire, si le budget de police 'exercice N' a déjà été approuvé par le conseil, la zone de police doit au plus tôt faire concorder le budget 'exercice N' avec la présente circulaire par le biais d'une modification budgétaire et ce, conformément à l'article 14 du RGCP.

Je souhaite attirer votre attention sur le fait que les adaptations nécessaires doivent être apportées à la prochaine modification budgétaire dès que les montants seront publiés par arrêté royal ou dans une circulaire complémentaire.

Lors de la publication de la présente circulaire, si le budget de police 'exercice N' n'est pas encore approuvé par le conseil, le budget de police 'exercice N' doit être établi ou modifié conformément à la présente circulaire.

De geraamde gemeentelijke dotatie - gewone dienst - wordt in de politiebegroting gebudgetteerd onder artikel 330/485-48.

In de meergemeentezone wordt aanbevolen om per gemeente die deel uitmaakt van de zone een afzonderlijk begrotingsartikel 330xx/485-48 te voorzien.

Overeenkomstig artikel 40, vijfde lid, van de WGP dient de bijdrage door de gemeenten van een meergemeentezone op zijn minst in twaalfden te worden uitbetaald.

Ik wens te benadrukken dat het koninklijk besluit in eerste instantie aan de gemeenten van een meergemeentepolitiezone de gelegenheid biedt om in onderling overleg en onderling akkoord het percentage van het aandeel van elke gemeente in de globale gemeentelijke dotatie te bepalen.

Pas in tweede instantie, namelijk in het geval dat de gemeenten van een meergemeentenpolitiezone niet tot een akkoord komen, wordt opgelegd om het percentage in functie van de volgende factoren te bepalen :

1° de politionele norm bepaald overeenkomstig de bijlage bij het koninklijk besluit van 16 november 2001;

2° het gemiddeld belastbaar inkomen per inwoner van de gemeente, van 1999;

3° het gemiddeld kadastraal inkomen in de schoot van de gemeente, van 1999.

Waarbij de voormelde factoren worden gewogen als volgt : 6, 2, 2.

Ik verzoek de lokale beleidsverantwoordelijken om over de politiebegroting en de eruit voortvloeiende gemeentelijke dotatie(s) grondig en in een goede verstandhouding te overleggen.

Het spreekt vanzelf dat er steeds een overeenstemming dient te zijn tussen de gemeentelijke dotatie zoals respectievelijk opgenomen in de politiebegroting, de gemeenteraadsbeslissing in uitvoering van artikel 40 WGP en de gemeentebegroting. Mag ik de Gouverneurs verzoeken hierover te waken.

2.9. DE GEWONE ONTVANGSTEN - SCHULD (62)

Omvatten onder meer de bruto-intresten op de financiële rekeningen en op de eventuele termijnrekeningen van de politiezone. De roerende voorheffing wordt geboekt onder de economische groep 71 - gewone uitgaven - werkingskosten.

3. ONDERRICHTINGEN BETREFFENDE DE BUITENGEWONE DIENST

3.1. BUITENGEWONE UITGAVEN

Wat de minimale begrotingsnormen betreft, verzoek ik u om in de buitengewone uitgavenbegroting 'dienstjaar N' minimaal de begrotingskredieten in te schrijven die noodzakelijk zijn voor een goede werking van de politiezone.

3.2. BUITENGEWONE ONTVANGSTEN

Een eventuele gemeentelijke toelage - buitengewone dienst - dient in de politiebegroting te worden gebudgetteerd onder artikel 330/685-51. In de meergemeentezone wordt aanbevolen om per gemeente die er deel van uitmaakt een afzonderlijk begrotingsartikel 330xx/685-51 te voorzien.

In verband met de eventuele verkoop door de lokale politiekorpsen van gebouwen van de territoriale brigades van de federale politie, welke in volle eigendom worden overgedragen naar het lokale politiekorps, dient te worden opgemerkt dat de opbrengst uit deze verkopen dient te worden aangewend ter financiering van de investeringen van het lokale politiekorps.

De aandacht wordt gevestigd op het feit dat de schatting van de goederen, welke aan de zones zullen worden medegedeeld, alleen de gebouwen dus niet de gronden omvat. De gratis overgedragen gebouwen vertegenwoordigen bijgevolg een hogere waarde dan de opgegeven schatting.

4. DE FEDERALE TOELAGEN AAN GEMEENTEN MET EEN SAMENLEVINGS- EN VEILIGHEIDSCONTRACT

De federale toelage 'dienstjaar N' aan de gemeenten met een samenlevings- en veiligheidscontract dient te worden gebudgetteerd in de gemeentebegroting en niet in de politiebegroting. De betreffende toelage komt overeen met de kost voor het burgerpersoneel van het politieluik.

U kan, zolang de correcte cijfers niet werden gepubliceerd, de geïndexeerde toelage van het 'dienstjaar N-1' inschrijven. Zodra de officiële toelagen worden meegedeeld, dienen de bedragen aangepast te worden in de eerstvolgende begrotingswijziging.

CONCLUSION

Indien de politiebegroting 'dienstjaar N' reeds is goedgekeurd door de raad op het ogenblik van het verschijnen van huidige omzendbrief dient de politiezone, conform artikel 14 van het ARPC, zonder verwijf de begroting 'dienstjaar N' via begrotingswijziging in overeenstemming te brengen met huidige omzendbrief.

Ik wil er u op attenderen dat de nodige aanpassingen dienen te gebeuren in de eerstvolgende begrotingswijziging zodra de bedragen worden bekendgemaakt bij koninklijk besluit of in een bijkomende omzendbrief.

Indien de politiebegroting 'dienstjaar N' nog niet is goedgekeurd door de raad op het ogenblik van het verschijnen van huidige omzendbrief, dient de politiebegroting 'dienstjaar N' te worden opgesteld of bijgestuurd conform huidige omzendbrief.

Cette circulaire, ainsi que des informations récentes supplémentaires, peuvent être consultées sur [www.infozone.be] ou [www.besafe.be].

Mes services se tiennent à votre disposition pour de plus amples informations concernant la présente circulaire.

Helpdesk (CGL)

tél. : 02-644 89 00

fax : 02-644 89 40

e-mail : cgl@ibz.fgov.be

Direction Gestion policière (DG SP)

tél. : 02-557 34 23/02-557 33 62

fax : 02-557 34 37

e-mail : ivo.depaepe@ibz.fgov.be

liesbeth.vanpoucke@ibz.fgov.be

Je vous prie de bien vouloir informer les bourgmestres de votre Province de la présente circulaire.

Je vous prie, Madame, Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir mentionner au Mémorial administratif la date à laquelle cette circulaire a été publiée au *Moniteur belge*.

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

Huidige omzendbrief en aanvullende actuele informatie kan worden geraadpleegd op www.infozone.be of www.besafe.be.

Mijn administratie staat steeds ter beschikking voor verdere toelichtingen in verband met deze omzendbrief.

Helpdesk (CGL)

tel : 02-644 89 00

fax : 02-644 89 40

e-mail : cgl@ibz.fgov.be

Directie Politiebeheer (ADVPB)

tel : 02-557 34 23/02-557 33 62

fax : 02-557 34 37

e-mail : ivo.depaepe@ibz.fgov.be

liesbeth.vanpoucke@ibz.fgov.be

Ik zou u dankbaar zijn indien u alle burgemeesters van uw provincie op de hoogte brengt van het voorgaande.

Gelieve, Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur, de datum waarop deze omzendbrief in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd, in het bestuursmemoriaal te willen vermelden.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2007/09928]

Ordre judiciaire. — Places vacantes

— greffier :

— au tribunal de première instance de :

— Bruxelles : 1 (*);

— Audenarde : 1, à partir du 1^{er} janvier 2008;

— à la justice de paix du second canton d'Ostende : 1, à partir du 1^{er} janvier 2008;

— greffier adjoint :

— à la cour d'appel de :

— Anvers : 2;

— Bruxelles : 1;

— au tribunal de police de Turnhout : 1;

— secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de :

— Anvers : 1;

— Hasselt : 1;

— Bruxelles : 1;

— Louvain : 1, à partir du 1^{er} avril 2008;

— Bruges : 1;

— Ypres : 1;

— Liège : 3.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à La Poste au « SPF Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire – Service du Personnel – ROJ 212, boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles », dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Les candidats sont priés de joindre une copie de l'attestation de réussite de l'examen organisé par la Ministre de la Justice, pour les greffes et les parquets des cours et tribunaux et ce pour l'emploi qu'ils postulent.

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature; les lettres peuvent être envoyées dans une même enveloppe.

La connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise est exigée des candidats aux emplois vacants dans le greffe des juridictions marquées d'un astérisque (*), conformément aux dispositions des articles 53 et 54bis de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2007/09928]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen

— griffier :

— bij de rechtbank van eerste aanleg te :

— Brussel : 1 (*);

— Oudenaarde : 1, vanaf 1 januari 2008;

— bij het vreedegerecht van het tweede kanton Oostende : 1, vanaf 1 januari 2008;

— adjunct-griffier :

— bij het hof van beroep te :

— Antwerpen : 2;

— Brussel : 1;

— bij de politierechtbank te Turnhout : 1;

— adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te :

— Antwerpen : 1;

— Hasselt : 1;

— Brussel : 1;

— Leuven : 1, vanaf 1 april 2008;

— Brugge : 1;

— Ieper : 1;

— Luik : 3.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven aan de « FOD Justitie, Directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie – Dienst Personeelszaken – ROJ 212, Waterloolaan 115, 1000 Brussel », worden gericht binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

De kandidaten dienen een afschrift bij te voegen van het bewijs dat zij geslaagd zijn voor het examen voor de griffies en parketten van hoven en rechtbanken, ingericht door de Minister van Justitie, en dit voor het ambt waarvoor zij kandidaat zijn.

Voor elke kandidatuurstelling dient een afzonderlijk schrijven te worden opgemaakt; de brieven mogen in eenzelfde aangetekende zending worden verstuurd.

De kennis van het Nederlands en van het Frans is vereist van de kandidaten voor de vacante plaatsen in de griffie van de gerechten die aangeduid zijn met een sterretje (*), overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 53 en 54bis van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.